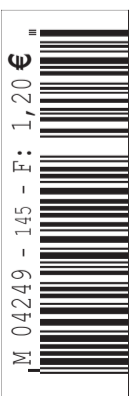




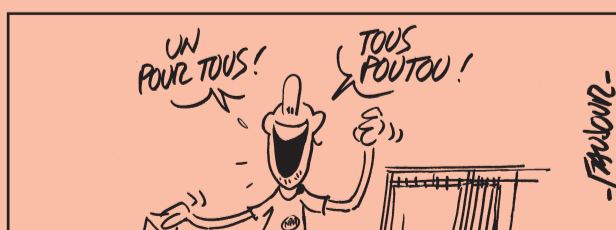
Par Olivier Besancenot

La campagne arrive à son terme, et on peut déjà dire que les problèmes touchant les conditions de vie du plus grand nombre n'auront pas été abordés par les deux principaux candidats. Dimanche, toutes les voix qui se porteront sur le candidat du NPA permettront de porter au cœur de cette élection des réponses radicales anticapitalistes pour répondre à l'urgence sociale, écologique et démocratique. Elles exprimeront aussi la ferme volonté de virer Sarkozy en préparant la suite, la construction d'une opposition unitaire de toute la gauche sociale et politique à Hollande.

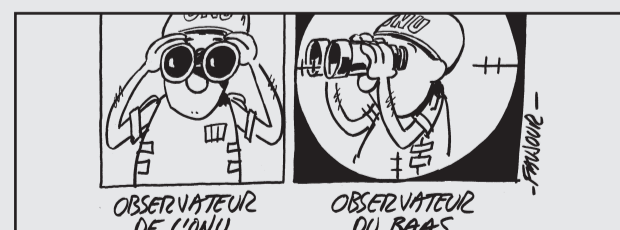
SUITE PAGE 2



REGARDS Entretien Clara et Henri Benoits
sur Ben Bella.
Page 2



CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5



ACTU INTERNATIONALE
**Syrie, Kofi Annan et les observateurs
internationaux.** Page 9

Agenda

**MEETINGS
DE CAMPAGNE**

19 avril, campagne, réunion publique, Évry. Réunion publique de soutien à la campagne de Philippe Poutou, en présence de Alain Krivine et de Francis Couvidat (conseiller municipal à Évry) RV à 20h30, mairie annexe du Village, place du Général-de-Gaulle.

19 avril Rouen, campagne, réunion publique. Avec **Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot.** RV à 20 heures Salle Sainte-Croix-des-Pelletiers 20-22 rue Sainte-Croix-des-Pelletiers.

20 avril Montpellier, campagne, réunion publique. Avec **Christine Poupin et Olivier Besancenot.** RV à 20h30, salle Fernand-Pelloutier (Maison des syndicats).

20 avril, réunion publique, Angoulême. Réunion publique de campagne, «Aux capitalistes de payer leur crise», avec Yvan Lemaître. RV à 20 heures, à la MJC de la Grande Garenne, 40 rue Pierre Aumaître.

**AUTRES
RENDEZ-VOUS**

20 avril, Palestine, projection, Saint-Ouen. À l'occasion de la Journée internationale des prisonniers politiques, Saint-Ouen Solidarité Palestine et l'association des Palestiniens en Île-de-France vous invitent à la projection du film *Libres dans la prison de Gaza* de Chris Hond qui sera présent, et Mireille Court. Sera présent également le Comité pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais dans les geôles françaises depuis 28 ans. RV 19h30 à la Bourse du travail de Saint-Ouen, 30 rue Ambroise-Croizat, (M° Mairie de Saint-Ouen).

20 avril, Salah Hamouri, Bagnolet. Soirée de solidarité autour de Salah Hamouri en solidarité avec la lutte du peuple palestinien et en soutien à tous les prisonniers politiques. Rencontre exceptionnelle avec Salah Hamouri libéré en décembre 2011 après 7 ans passés dans les prisons israéliennes. La Compagnie Jolie Môme offrira son spectacle de chansons «*Paroles de Mutins*». RV à 19 heures au Théâtre de l'Échangeur, 59, avenue du Général-De-Gaulle (M° Galliéni). Entrée libre.

1^{er} Mai, Journée de solidarité nationale du monde du travail, national. Pour ce 1^{er} Mai, entre les deux tours de l'élection présidentielle, les syndicats appellent à une manifestation pour satisfaire les revendications pour le progrès social. Lieux et horaires à définir.



LE VOTE POUTOU

SUITE DE LA PAGE 1

Cette campagne a commencé il y a plusieurs mois par l'irruption des luttes ouvrières sur la scène politique dans tous les coins du pays. Les Fralib de Géménos, les Lejaby d'Yssingieux, et bien entendu les travailleurs d'ArcelorMittal de Florange, auxquels Sarkozy a fait la promesse de sauver le site en lâchant 17 malheureux millions sortis des caisses de l'État et qui n'ont en fait reçu que mépris et gaz lacrymogène quand ils sont venus une première fois à Paris demander des comptes.

Pour reprendre la main, Sarkozy et ses amis ont bien tenté de détourner la colère sociale sur le terrain nauséabond des idées racistes et xénophobes : les déclarations du ministre de l'Intérieur Guéant sur la supposée supériorité de certaines civilisations par rapport à d'autres, puis Sarkozy relayant la polémique surréaliste sur la prétendue viande Halal, jusqu'à la tentative d'instrumentalisation indécente de la tuerie raciste de Toulouse.

DEHORS LE PRÉSIDENT DES RICHES !

Rien que pour ces semaines de campagne, mais aussi pour l'ensemble de son œuvre, le «minimum syndical» dans cette élection c'est de mettre à la retraite Sarkozy et toute sa bande.

Celui qui a dit s'adresser dimanche, lors de son grand barnum place de la Concorde, à la «majorité silencieuse» va vite entendre gronder la révolte

qu'a suscitée sa politique. De la saignée des postes dans la fonction publique aux contre-réformes sur la protection sociale, du bouclier fiscal au service des plus riches au débat sur «l'identité nationale»... ce n'est plus un quinquennat, c'est le musée des horreurs ! Car le bilan de cet autoproclamé «*candidat du peuple*», c'est avant tout cinq années de reculs des droits sociaux et d'une lutte des classes menée au service de ses amis du Fouquet's. Alors le virer, mille fois oui, mais le virer le plus à gauche possible !

CONTRE L'AUSTÉRITÉ DE GAUCHE, RÉSISTANCE !

Il ne suffit pas de dire, comme François Hollande ce dimanche dans son grand rassemblement, que l'on entend les colères. En l'espace de quelques semaines, celui-ci s'est intronisé ennemi de la finance, avant d'aller prêter allégeance à la City londonienne, un des symboles de l'affairisme et de la spéculation. Cela en dit long sur sa feuille de route : «*donner du sens à la rigueur*» en respectant les banques et les marchés. Et sa dernière proposition de rencontrer les dirigeants du CAC40 en est une nouvelle illustration. Dis-moi à qui tu t'adresses, je te dirai qui tu es...

Alors si, comme on le souhaite, Sarkozy ne sera bientôt plus qu'un bien mauvais souvenir, il y aura besoin d'une force anticapitaliste, la plus indépendante du Parti socialiste, pour préparer

l'opposition la plus unitaire à gauche au futur gouvernement Hollande. Construire les résistances aux plans d'austérité dans de larges fronts et travailler à rassembler la gauche anticapitaliste.

VOTEZ ANTICAPITALISTE !

Dans les urnes comme dans les mobilisations quotidiennes, le NPA défend un programme anticapitaliste radical mais utile, répondant aux besoins de la majorité. Dimanche, nous avons l'occasion de dire clairement ce que nous défendons, ce que nous voulons, ce à quoi nous aspirons. Alors profitons-en pour mettre dans l'urne nos colères, nos révoltes, nos luttes, en votant pour Philippe. Ces élections sont une première manche, notre match aller, joué à l'extérieur sur le terrain de l'adversaire, celui des institutions non démocratiques où il est bien difficile de se faire entendre, et encore plus de changer les choses. Mais dès maintenant, par notre vote, nous pouvons aussi préparer le match retour, indispensable, celui que l'on jouera à domicile, sur le terrain des résistances et des mobilisations.

En ce sens, le vote pour Philippe Poutou est aussi un engagement sur l'avenir, la meilleure des façons de se donner rendez-vous pour la suite.

Olivier Besancenot

regards

Propos recueillis par Jean-Claude Vessillier

Ben Bella, combattant anti-impérialiste

Entretien avec Clara et Henri Benoits, anciens militants CGT à Renault-Billancourt. Pendant la guerre, ils ont soutenu activement le FLN et la lutte du peuple algérien. Henri appartenait à la IV^e Internationale et Clara était militante critique du PCF. Ces dernières décennies, ils ont continué d'accompagner l'action de Ben Bella. Henri Benoits est aujourd'hui militant du NPA.

Quelles sont les origines du parcours de Ben Bella ?

Après la féroce répression qui a suivi la manifestation à Sétif, le 8 mai 1945, où le drapeau du PPA/MTLD¹ a été brandi, les illusions sur l'obtention pacifique de l'indépendance octroyée par la France disparaissent. C'est le vrai point de départ de la décision de lutte armée, avec la création d'une organisation spéciale, l'OS, où s'illustrèrent Aït Ahmed et Ben Bella, les mêmes que l'on retrouve dans «l'Appel des neuf» à l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. L'emprisonnement, à la suite du scandaleux et imbécile détournement pirate en 1956 de l'avion des leaders historiques du FLN, les éloigne de la direction effective, tout en renforçant leur légitimité auprès du peuple algérien au fur et à mesure de la conquête sur le terrain de l'hégémonie par le FLN.

Comment sous Ben Bella, premier président d'une Algérie indépendante, l'autogestion s'est-elle développée ?

À l'indépendance, le FLN n'a pas en son sein une direction incontestée. Des affrontements militarisés internes, qui commencent dès la signature des accords d'Évian, Ben Bella sort vainqueur, à l'été 1962, au prix d'une alliance avec l'armée des frontières de Boumedienne. L'indépendance de l'Algérie, un des grands épisodes de la révolution coloniale, a eu un retentissement mondial et Ben Bella en a été un des symboles. On peut illustrer son «populisme» par ses propos : «*L'Algérie ne veut plus voir des yaoulebs, des gamins, à genoux pour cirer les chaussures des clients*». Le départ massif des Européens et les destructions perpétrées par l'OAS laissaient l'Algérie exsangue. Tout était à reconstruire. On peut mettre à l'actif du gouvernement de Ben Bella d'avoir choisi Pablo Raptis, l'un des dirigeants de la IV^e Internationale à ce moment, comme conseiller pour s'attaquer à la question des biens vacants des ex-colons. Les décrets de mars 1963 ont ainsi défini les formes et fonctions précises des organismes d'autogestion : assemblée générale des travailleurs, conseil ouvrier, comité de gestion, directeur. Pour notre part, en 1963, nous en rencontrâmes la réalité, ses difficultés et ses promesses en visitant le comité de gestion de l'ex-domaine de Borgeaud, ce colon notoire. Le coup d'État de Boumedienne en juin 1965 eut à cet égard un contenu social réactionnaire clair : les biens vacants sont passés en fait sous le contrôle de l'armée qui a pris en main tous les leviers de la société algérienne au profit de ce qui allait devenir une caste s'enrichissant sur le dos de la population.

Quel sens donner au combat anti-impérialiste de Ben Bella ?

L'Algérie, pendant la présidence de Ben Bella, était un haut lieu du tiers monde anti-impérialiste. Che Guevara y fut accueilli. Rencontrant Ben Bella chez son avocat après ses dix-sept ans d'emprisonnement, nous assistâmes à un dialogue avec Daniel Guérin, surpris par la chaleur des relations entretenues avec ce vieux militant libertaire et anticolonialiste. Nous y apprîmes aussi que l'Algérie avait fait parvenir discrètement des armes à la jeune révolution cubaine.

Dans les années 1980, lors de la création de l'éphémère Mouvement démocratique algérien, il me fut demandé de prendre la responsabilité juridique de son organe *El Badil*. Rencontrant Ben Bella en Suisse et lui rappelant la campagne du million d'arbres plantés contre la progression du désert, «*mon regret, nous dit-il, est que leur entretien fut confié à l'armée et non à la population*». Jugement peut-être naïf mais bien représentatif du personnage. Tout au long de son histoire politique, Ben Bella s'est considéré comme partie prenante du mouvement anti-impérialiste dépassant les contours du territoire algérien et de la révolution arabe des années 1960. Lors de son retour en Algérie en 1990, il a tenu à être accompagné de militants anti-impérialistes de plusieurs continents. Clara et moi eûmes l'honneur de faire partie de ce voyage, en compagnie notamment des avocats français du FLN et d'Otelo de Carvalho, l'un des responsables de la révolution des Œillets au Portugal. L'amnésie et l'oubli des espoirs d'après l'indépendance doivent être combattus ; mais il convient aussi de refuser l'histoire momifiée. Place à l'histoire critique de la révolution coloniale !

1. Parti de peuple algérien - Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.



(DR)

Élections US Obama le centriste face à la droite extrême

La campagne pour la présidentielle a également commencé outre-Atlantique. Elle oppose Obama, qui a enterré une grande partie des réformes qu'il avait promises, et Mitt Romney, représentant du big business. Face à eux, le mouvement Occupy Wall Street n'apparaît pas aux yeux de la majorité comme une alternative.

C'est peu dire que Barack Obama a déçu ses partisans dans les milieux populaires et parmi les minorités discriminées. Le camp de concentration de Guantánamo n'a pas été fermé, les troupes US continuent de semer la mort en Afghanistan. Rien ou presque n'a été fait pour réguler les banques et les marchés financiers ni pour empêcher les expulsions de leur logement de millions d'Américains frappés par la crise des *subprimes* puis par les licenciements. Quant à la grande réforme promise, celle qui devait créer une assurance maladie pour tous (dans un pays où 30 millions de personnes n'ont aucune couverture de ce type alors que la santé y est la plus chère au monde), elle s'est réduite à la peau de chagrin d'un système d'assurance privée obligatoire, à contracter auprès des compagnies qui s'enrichissent dans ce secteur ; et même cette mesure si peu audacieuse reste menacée par un jugement de la Cour suprême, à majorité républicaine. Tout cela, tandis que la pauvreté, la misère et les inégalités ne cessent d'augmenter.

OBAMA FAVORI

Pourtant, à sept mois de l'élection présidentielle, Obama a repris nettement la tête des intentions de vote. Ce paradoxe s'explique par la nature de l'opposition à laquelle il fait face, celle d'un Parti républicain qui prend de plus en plus les traits d'une formation de droite extrême, nationaliste et isolationniste, alliance d'affairistes de l'industrie et de la finance et de petits blancs racistes des États les plus pauvres. Les primaires républicaines ont été de ce point de vue le théâtre d'une escalade

étonnante. Le très procapitaliste et impérialiste, libéral à peine social, président en exercice s'est vu affublé de tous les noms d'oïseau, qualifié de « non-Américain » et même - injure suprême - de « socialiste ». Après le retrait de l'intégriste catholique d'extrême droite, Rick Santorum, la voie est désormais libre pour le favori, Mitt Romney. Selon *The Economist* (14 avril 2012), la revue des milieux de la finance globalisée, Romney serait « d'instinct un modéré, mais les primaires l'ont tiré très à droite » et il « sait que pour rassembler une base conservatrice qui ne l'aime pas, il doit mobiliser sa haine de M. Obama. »

ROMNEY L'ULTRA RICHE

Mais c'est aussi pain béni pour ce dernier, qui peut s'appuyer sur une telle opposition afin de tenter de faire oublier ou passer au second plan la réalité de sa politique, à 100% favorable au big business. C'est ainsi qu'Obama a réagi vigoureusement à l'assassinat du jeune Trayvon Martin par un raciste blanc autoproclamé vigile, que la police et les tribunaux avaient, dans un premier temps, absout. De même, il oriente aujourd'hui le débat vers la fiscalité, devenue au fil des ans (y compris sous son propre gouvernement) scandaleusement favorable aux grandes entreprises et aux grandes fortunes. À coups de niches et d'exonérations, celles-ci acquittent un impôt fédéral compris entre 9 et 15%, alors que les salaires dits moyens peuvent être imposés jusqu'à 30%. Avantage supplémentaire pour le président sortant, Mitt Romney est justement un de ces ultra riches, membre de la minorité des 1% que dénonce le mouvement *Occupy Wall Street*. Ayant fait fortune à la



tête d'un fonds d'investissement, Romney dispose aujourd'hui d'un matelas de 250 millions de dollars et ne paie que 13,9% de son revenu en impôt fédéral. Ladite « règle Buffet » (du nom d'un autre milliardaire, Warren Buffet) selon laquelle un patron ne devrait pas payer moins d'impôts que... sa secrétaire, dévoile certes une réalité scandaleuse. Mais c'est aussi devenu un argument électoral fort opportun.

OCCUPY WALL STREET ET LES 99%

Dans notre revue mensuelle d'avril (*Tout est à nous ! La Revue* n° 31) figure un article de nos camarades, anticapitalistes étatsuniens, de l'organisation *Solidarity*. Leur contribution est intitulée « Qui parlera

pour les 99% ? » C'est là tout le problème. Le grand mouvement de révolte et de contestation *Occupy Wall Street* n'a pas débouché à ce stade, ou n'a pas encore pu favoriser l'émergence d'une alternative, même embryonnaire, aux deux partis traditionnels, démocrate et républicain, de la bourgeoisie et de l'impérialisme US. Ce qui offre à Obama une marge de manœuvre pour tenter de le récupérer, au moins en partie, en vue de sa réélection. Construire un parti de classe, une expression politique indépendante reste pour les travailleurs étatsuniens la première tâche à accomplir.

Jean-Philippe Divès



Par Jean-François Cabral

LE « TROISIÈME TOUR DES MARCHÉS »

La polémique a fait long feu : menace de Sarkozy agitant le spectre d'une « sanction immédiate » des marchés en cas de victoire de Hollande ; riposte de ce dernier se faisant fort de les dompter, en commençant par interdire les nouveaux instruments spéculatifs sur la dette française. Le tout sur fond de confusion, le ministre des Finances François Baroin puis l'Autorité des marchés financiers (AMF) indiquant que personne n'en a réellement le pouvoir...

« Le duel Sarkozy-Hollande sous l'œil des marchés », comme le titrait *Les Échos* lundi dernier, signifie tout simplement que ce sont bien les capitalistes qui décideront de leur politique, et finalement la crise elle-même qu'ils sont bien incapables de juguler jusqu'à présent.

Il n'y a en effet aucune illusion à avoir sur ce qui nous attend : ce qui se passe en Italie, en Grèce, au Portugal, en Espagne est un avertissement. Si nous y avons échappé, ce n'est pas parce que ces pays seraient plus faibles qu'une prétendue « France forte ». Mais parce que la France connaît actuellement une séquence électorale qui retarde de quelques mois la mise en œuvre de ces politiques. La preuve en a d'ailleurs été donnée par le comparatif réalisé par *Libération* dans son édition du week-end. La priorité est la même pour les deux candidats : réduire les déficits à 3% en 2013 et à 0% en 2016 pour Sarkozy et 2017 pour Hollande. On peut certes trouver quelques différences dans les mesures proposées. Mais comme le soulignent les journalistes, un certain nombre de chiffres sont de toutes façons très peu fiables. Et surtout, l'ensemble de leur programme électoral repose sur une énorme imposture : le retour à une prétendue croissance forte à partir de 2014.

La vérité des prix, ce sera l'austérité renforcée tout de suite.

C'est donc un « troisième tour social » qu'il va nous falloir préparer : par l'unité de toutes les organisations qui sont prêtes à agir contre les politiques d'austérité, quel que soit le gouvernement.

Voter Poutou, c'est nous donner ce mandat et les moyens de nous faire entendre pour le défendre dans les semaines qui viennent.

Sarkozy ou Hollande : la santé va trinquer !

Nicolas Sarkozy a présenté le 4 avril son programme présidentiel : « l'effort » de réduction des dépenses publiques de 40 milliards affectera durement l'assurance maladie qui devra contribuer à hauteur de 13 milliards d'euros aux mesures d'économie. Autrement dit, il veut reproduire ce qui a été fait durant cinq ans... en pire ! Les conséquences concrètes de cette politique n'ont évidemment pas été exposées par l'actuel président, mais on les connaît : l'hôpital public déjà en piteux état aura ses moyens encore plus limités. La Sécu remboursera encore moins.

On a raison de ne plus vouloir de Sarko, mais que propose Hollande ? Le journal *Les Échos* résume ainsi ce que l'on peut attendre de l'alternance en matière de santé : « Les programmes de Nicolas Sarkozy et François Hollande sont étonnamment proches ». L'interview dans *Médiapart* du 11 avril de Marisol Touraine, chargée au PS des questions de santé et Sécu, est explicite. Elle contient de belles formules sur la solidarité et la justice. Elle propose de « rétablir dans la loi la notion de service public hospitalier car les symboles ont leur importance ». Mais dès qu'il s'agit de définir des mesures concrètes, aucun engagement n'est pris. C'est logique car lorsque l'on se place dans le cadre « des contraintes financières [...] la maîtrise des dépenses s'impose, le remboursement à 100%

n'est pas réaliste financièrement ». Et même la suppression des forfaits et franchises médicales ne peut être envisagée. Le financement des hôpitaux par la tarification à l'activité « ne sera pas le seul pris en compte mais ne sera pas arrêté ». Les fermetures partielles ou totales d'hôpitaux continueront car « les positions dogmatiques sont sans intérêt et sans avenir. Elle veut garantir l'accès à l'IVG partout, mais ne sait pas s'il faut rouvrir tous les centres fermés. » Celle qui est présentée souvent comme future ministre de la Santé est favorable au basculement du financement vers la CSG, un impôt, tout en donnant « raison aux organisations syndicales qui craignent la fiscalité ! »

Même si Sarkozy dégage, pour bénéficier d'un service public de santé et reconquérir la Sécu, il n'y aura donc pas d'autres solutions qu'une mobilisation d'ensemble, massive, déterminée et unitaire. Christine Poupin, porte-parole du NPA, lors de son discours au rassemblement à Paris de Notre Santé en danger, le 14 avril, a souligné le caractère exemplaire de ce collectif. Il montre en effet que réaliser l'unité de nombreuses organisations sur une plateforme offensive est possible. Mais l'unité est aussi un combat : des organisations signataires du socle commun étaient absentes dans les rassemblements du 14 avril, notamment Lutte ouvrière et pour les syndicats, la FSU, la confédération CGT et

les fédérations CGT de la santé et des organismes sociaux. Cela a contribué à ce que la mobilisation ait été limitée à quelques centaines de militants, notamment des représentants de plusieurs collectifs de défenses d'hôpitaux.

Stéphane Bernard



Paris, samedi 14 avril. Rassemblement appelé par le collectif national Notre Santé en danger. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MARC)

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

La conquête de la démocratie...

Les commentateurs sont surpris que l'on veuille supprimer la fonction présidentielle, mais aucun ne peut imaginer ce que serait une vraie démocratie.

Les journalistes s'étonnent que Philippe Poutou ait ironisé sur le fait qu'il s'autodissoudrait s'il était élu, en supprimant la présidence de la République. Qu'il affirme : « aujourd'hui, qu'une personne puisse avoir autant de pouvoir, c'est anormal et anachronique » choque ces esprits dressés à défendre l'ordre établi. Que l'on puisse imaginer une véritable démocratie directe, par en bas, les choque tout autant que le fait qu'un simple ouvrier soit candidat à l'élection présidentielle. La routine des rapports de domination, le conformisme dirigent leurs esprits, ils sont un rouage de cette énorme machine médiatico-politique qui prétend façonner l'opinion, l'enfermer dans le cadre des rapports sociaux établis. Que l'on puisse imaginer autre chose, que l'on évoque la possibilité que l'aberration de la propriété privée des moyens de production, d'échange soit dépassée au regard du développement technique et économique, au mieux les amuse.

L'imagination de l'UMP ou du PS ne va pas plus loin. Envisager d'introduire dans les élections législatives une dose de proportionnelle ressemble à une révolution ! Sarkozy, dans sa Lettre aux Français, s'y engage « pour que tous les grands courants politiques puissent avoir des représentants » dit-il. Une promesse pour dans cinq ans, déjà faite en 2007 !

Hollande, quant à lui, se prétend « favorable à l'élection d'un cinquième de l'Assemblée nationale à la proportionnelle ». Une audace bien prudente cependant puisque Hollande aura besoin d'un référendum pour se décider. En fait, il est surtout soucieux de capter l'électorat des Verts et de reprendre la proposition d'un référendum de Bayrou le champion de « la moralisation de la vie politique »...

Mais les uns et les autres sont épouvantés à la simple idée de la proportionnelle intégrale ou à l'idée de remettre en cause l'élection du président de la République au suffrage universel voulu par De Gaulle pour imposer l'ordre et la stabilité des institutions, pour enfermer la démocratie dans un carcan. Mitterrand en son temps parlait de coup d'État auquel il s'est cependant plié tout en y pliant ses partenaires. Il ne peut y avoir de changement sans rompre ce carcan pour ouvrir le chemin d'une réelle démocratie. « Prenez le pouvoir, votez ! » nous dit le Front de Gauche en illustration de la révolution citoyenne. Voter permet d'utiliser son bulletin pour peser au niveau des rapports de forces politiques, certes et c'est utile, mais nullement de changer réellement les choses.

La question de la démocratie est indissociable de la question sociale. D'un double point de vue. La démocratie est un vain mot quand les finances de l'État sont entre les mains des banques privées qui lui dictent ainsi sa politique. Ensuite, il n'est pas possible de changer un tel état de fait sans bousculer la routine des rapports de domination, sans bousculer le jeu institutionnel par l'intervention directe des travailleurs, de la population, sans que celle-ci s'organise pour débattre, décider, se donner les moyens de contrôler et de révoquer, si nécessaire, ses représentants. Nos réponses à la crise, le bouclier social, resteraient un vœu pieux si, par son organisation, sa mobilisation politique, le monde du travail n'imposait pas son propre gouvernement, un gouvernement démocratique et populaire instituant une démocratie directe donnant le droit et les moyens à la population de contrôler et de décider.

Prenons le pouvoir, oui, en faisant de la politique, dès maintenant, sur les lieux de travail, les quartiers, organisons-nous pour agir collectivement, faire entendre nos exigences, les imposer.

Et, sans attendre, faisons de notre bulletin de vote un geste de contestation de leur démocratie truquée, votez pour l'ouvrier candidat, votez Philippe Poutou.

Yvan Lemaître

Paris : « On est là et on n'a pas fini d'être là »

Pour le meeting parisien de Philippe Poutou, près de 1400 personnes avait fait le déplacement, avec encore à l'esprit, la prestation remarquable du candidat lors de l'émission télévisée de la veille.



Paris, le 12 avril. Un meeting réussi pour Philippe Poutou. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Le lendemain de l'émission télé *Des Paroles et des actes* se tenait, le 12 avril à la Halle Carpentier, le meeting parisien. Philippe fut accueilli par une standing ovation des 1400 participants, un geste de solidarité, d'adhésion, un bravo adressé à celui qui, la veille, avait réussi « son grand oral » et défrayé la chronique médiatique de la présidentielle. « Et Philippe Poutou creva soudain l'écran... » écrit *Le Monde*, pour nous, un défi relevé, un pari gagné. Philippe et le NPA ont bien réussi à bousculer la routine de la campagne des partis institutionnels. Oh, certes, bien modestement, sans parvenir à faire ravalier leur suffisance et leur morgue, leur condescendance aux journalistes, mais les répercussions en sont bien réelles en rapport avec la simplicité avec laquelle Philippe a su le faire. Nul effet de manches ni exaltation, la simplicité et la fermeté de la parole démocratique.

« Un ouvrier, un travailleur en dehors du système » notait une participante au meeting, « le plus connu des inconnus » déclarait Olivier Besancenot présentant celui qui brandit le « drapeau de la démocratie directe ». « On ne présente pas au NPA des

gens qui veulent faire de la politique, qui recherchent des postes. On en a ras le bol des politiciens professionnels », dit-il, appelant à faire de la politique, à prendre ses affaires en main pour conclure en référence à la Commune de Paris de 1871, la première forme enfin trouvée d'un État populaire et démocratique, forme embryonnaire qui garde toute sa force révolutionnaire.

Après l'intervention de Mina pour les jeunes, de Christine Poupin, porte-parole du NPA et de Gaël Quirante, postier et membre de la direction du NPA, Philippe Poutou a souligné que sa candidature avait pour ambition de faire entendre « directement la voix des opprimés, pour que les gens se battent de façon à changer les choses ». Une voix anticapitaliste, féministe, antiraciste, une voix écologiste dans cette campagne qui n'est qu'une « première manche » pour « dégager Sarkozy et toute sa bande » sans accorder la moindre confiance à Hollande, en disant clairement que nous ne nous laisserons pas endormir et tromper une nouvelle fois. C'est bien parce que d'un côté il y a des fortunes comme celle de Vincent Bolloré – « Pour atteindre sa fortune, il faudrait gagner 2 000 euros

net par mois. Dépenser zéro et travailler 160 000 ans. » – alors que de l'autre, la misère, la pauvreté, l'insécurité sociale se généralisent, qu'il y a la crise. « Il faut que ce soit les capitalistes qui paient », et pour cela mettre en œuvre un bouclier social... Ni austérité de droite ni austérité de gauche... Philippe invite à « préparer une riposte unitaire », « la deuxième manche »... Et en conclusion, une vibrante Internationale.

YL

Christine Poupin, porte-parole du NPA



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

« Je voudrais vous donner au moins deux raisons de voter Philippe Poutou, voter anticapitaliste, voter pour le NPA.

Ces deux raisons sont deux mesures que Philippe est le seul à porter pour répondre à la crise globale, historique, du système capitaliste et productiviste, une crise qui a au moins deux dimensions.

Une dimension bancaire et financière qui provoque la récession, le chômage et la misère à laquelle nous répondons par l'expropriation des banques et établissements financiers pour un service public bancaire.

Une dimension écologique avec catastrophe nucléaire, changement climatique, crise énergétique... à laquelle nous répondons par un service public de l'énergie seul capable d'assurer la sortie du nucléaire en dix ans, dans la justice sociale.

Toutes ces dimensions de la crise se combinent et s'aggravent mutuellement. Ce sont les mêmes qui paient la double facture sociale et environnementale. Face à une telle crise, aussi profonde, aussi durable, aussi destructrice, il ne suffit pas de demi-mesures, il n'y a pas d'arrangement possible. »

Mina Benbarka pour le secteur jeunes (extraits)



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

« Pour notre génération, la première qui vivra moins bien que celle de ses parents, celle à qui on promet une vie de chômage et de précarité, que l'on cherche à faire taire dès qu'elle se révolte, il n'y aura pas de futur dans cette société. Il n'y aura pas d'avenir sans révolution.

On refuse ce système où une majorité s'appauvrit toujours plus quand une minorité s'enrichit sur le dos des autres. On veut renverser cette société et en construire une nouvelle où ceux d'en bas, ceux qui produisent les richesses décident !

C'est pour cela qu'on pense qu'une grande partie des jeunes peut se reconnaître dans ce que défend Philippe Poutou, que ce système ne nous offre aucun avenir.

Et ce qu'on a envie de dire à tous les jeunes, c'est qu'il n'y a pas de quoi se résigner, qu'on peut changer les choses. Mais que pour ça, et comme le dit souvent Philippe, il ne faudra pas compter sur les politiciens en costard, il ne faudra compter que sur nous-mêmes. Il ne suffira pas de mettre un bulletin dans une urne. Dès le lendemain des élections, il faudra résister et on ne pourra pas le faire chacun dans son coin. Il faudra s'organiser ensemble ! C'est le sens de notre engagement au NPA, regrouper tous ceux qui ont envie de se révolter contre le capitalisme et c'est ça qu'on vous propose de faire dès maintenant : rejoindre le NPA, faire la campagne de Philippe Poutou et voter pour lui le 22 avril. »

Retour sur *Des paroles et des actes*: la folie n'est pas là où l'on croit!

François Lenglet dont l'habitude est d'essayer de mettre en mauvaise posture les candidats de gauche avec des graphiques qu'il sort au dernier moment, a interpellé Philippe Poutou sur la prétendue fausseté de ses chiffres. Il s'avère que l'ouvrier avait raison face à l'expert.

Lors de l'émission de France 2, le 11 avril, le journaliste François Lenglet a voulu démontrer que Philippe Poutou raconterait un peu n'importe quoi en matière de finances. Il a donc comparé une « estimation Poutou » des « allègements des charges des entreprises », de 172 milliards d'euros, à une « réalité Lenglet » de 30 milliards. L'ouvrier s'y perd, dans tous ces milliards? Seulement voilà : l'« estimation Poutou » est celle d'un rapport d'octobre 2010 du Conseil des prélèvements obligatoires auprès de la Cour des comptes, qui dit : « Au total, les dispositifs dérogatoires fiscaux et sociaux applicables aux entreprises, entendus au sens large, représentent plus de 172 milliards d'euros en 2010 et constituent une part importante des recettes fiscales et sociales. » Les « 30 milliards d'allègements de charges sociales » de M. Lenglet correspondent en fait aux seules exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires jusqu'à 1,6 Smic, qui ne sont qu'une partie des niches sociales, qui elles-mêmes ne sont qu'une partie de toutes les niches ! M. Lenglet a également ironisé sur notre proposition de réforme de l'ISF. Précisons donc notre projet : il faut abolir la réforme Sarkozy de l'ISF, qui a fait perdre 1,9 milliard d'euros annuels à l'État. Mais il faut aller plus loin, car le taux de l'ISF est de toutes façons faible, et son assiette trouée de partout (elle exclut les biens professionnels, les œuvres d'art, les voitures de collection !). Quant à l'impôt sur les droits de succession, il a été réduit à peu de chose par Sarkozy. Nous proposons une réforme radicale de l'assiette et du taux de la taxation des patrimoines, des successions et des donations, qui peut rapporter 19 milliards à l'État.

BOUCLIER SOCIAL

Peut-on chiffrer notre bouclier social en faveur des travailleurs? On peut donner des ordres de grandeur pour quelques mesures.

L'augmentation de 300 euros net:

- des salaires du privé : 76 milliards d'euros sur un an (3 600 euros x 21 millions de salariés).
- des salaires des fonctions publiques : 18 milliards.
- des retraites : 54 milliards.
- des minima sociaux et allocations chômage : 18 milliards.

Le recrutement de 100 000 personnels supplémentaires:

- pour l'Éducation nationale : 3 milliards d'euros (100 000 x 30 000 euros).
- dans les hôpitaux : 3 milliards d'euros.

La titularisation de 800 000 salariéEs précaires des fonctions publiques:

0 euro puisqu'ils sont déjà payés. Soit 76 milliards pour les entreprises privées (à majorer des cotisations sociales), 96 milliards pour les fonctions publiques et les régimes spéciaux. De quoi faire se dresser les cheveux sur la tête, même à un M. Lenglet? Pourtant, face à cela (l'équivalent de 8% du PIB), on peut mettre des chiffres encore plus importants, issus des rapports officiels: Du côté du privé: la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est aujourd'hui inférieure de 8 points par rapport au début des années 1980. Ce transfert des revenus du travail vers les revenus du capital représente de 124 à 190 milliards d'euros pour une année. De plus, la part des dividendes dans le total des profits des entreprises (au détriment de l'investissement) représentait plus de 12% de la masse salariale en 2009 contre 4% au début des années 1980, soit un transfert de 40 milliards pour une année! Largement de quoi financer une augmentation de 300 euros et le passage à un Smic à 1 700 euros dans les entreprises privées, et en plus créer des emplois. La moitié de cette somme suffirait! Du côté du public: si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards de plus à l'État. Si les niches fiscales créées depuis 2000 sur cet impôt étaient supprimées, il y aurait encore 38 milliards supplémentaires. Les exonérations de cotisations sociales patronales sont évaluées par M. Lenglet à 30 milliards. Enfin, le paiement des intérêts de la dette publique représente 48 milliards cette année.

Si on revenait sur ces gigantesques transferts de richesses, environ 15% du PIB, organisés au profit des capitalistes, il y aurait de quoi financer



un bouclier social et investir pour transformer profondément l'économie et la société.

Les défenseurs du capitalisme prétendent qu'une telle inversion dans le partage des richesses ruinerait l'économie. Au contraire: leur politique a conduit à une croissance productrice de chômeurs, de pauvreté, destructrice de notre milieu naturel, puis à la crise actuelle. L'État dépense des sommes folles pour « assister » le patronat, qui ne s'en sert pas pour moderniser, investir, embaucher, mais pour accumuler des fortunes privées scandaleuses et spéculer. Les intérêts des capitalistes coûtent cher à la société.

Mais il ne peut suffire de répartir les richesses que nous produisons et qu'ils confisquent. Pour que cela puisse marcher, il faut aussi remettre en cause la toute-puissance des capitalistes sur l'économie, et la réorganiser sur de toutes autres bases. Mais là M. Lenglet n'entendait plus les explications de Philippe... Trop compliqué pour l'expert!
Yann Cézard

À Bordeaux: tous ensemble!

C'est par ces mots, bien scandés, que s'est terminé le meeting de Bordeaux vendredi soir: « tous ensemble, tous ensemble! » initiés par les camarades de Ford de Philippe, venus en nombre, et sans lesquels « je ne serais pas ici ce soir », a rappelé notre candidat.

Après les interventions de Mathieu Bettinger pour le secteur jeunes, d'André Rosevègue pour nos interventions internationalistes anti-impérialistes et d'Isabelle Ufferte pour les luttes locales, Philippe a développé les grands axes de notre campagne, devant un public de près de 600 personnes aussi chaleureux qu'attentif et réactif, qui a prolongé la soirée par des discussions autour d'un verre et d'un buffet.

À la sortie, il y avait bien sûr les inconditionnels de Philippe, comme Mauricette: « Philippe, je l'ai trouvé super! Maintenant, il parle très bien. Ses idées, je les connais, mais j'étais contente d'entendre sa voix. Bien sûr, je vais voter pour lui. » Et des réactions pour beaucoup très positives, un

véritable courant de sympathie, mais ponctuées de doutes sur l'utilité de voter pour Philippe: « La campagne? Elle est pitoyable. Personnellement, je suis sympathisant de Poutou. Mais je ne vais pas voter pour lui. On est d'accord, il faut virer Sarkozy. Mais les moyens du changement, c'est autre chose... Je vais voter Mélenchon parce que si Hollande passe, il aura plus de pouvoir pour tirer sur la gauche; » « Je suis venu pour écouter le programme. Philippe Poutou a bien exposé ses idées et j'en partage beaucoup, mais on sent que quelque part, il ne veut pas trop le pouvoir... » Bernard, électeur du Front de Gauche: « J'ai été très séduit par son discours à Des Paroles et des actes, l'autre soir à la télé. C'est pour ça que je suis venu ce soir. Je souhaiterais un grand parti anticapitaliste, mais l'extrême gauche n'arrive pas à s'entendre. Il y a trop de divisions. »

Mais Philippe a aussi touché et convaincu d'autres sympathisants du Front de Gauche, venus nombreux l'écouter, dont Bastien, salarié en lutte contre les menaces de fermeture de son entreprise, la Maison

de la promotion sociale: « Je suis agréablement surpris, on connaissait un peu le ton de Poutou mais là, c'était argumenté, c'était très bien. Le vote Poutou? J'ai pas encore tout à fait pris ma décision, mais pourquoi pas? »

Marc, qui défendait jusque-là le Front de Gauche, est convaincu: « Il fallait venir l'écouter. Je l'ai fait. Il m'a convaincu. Je vais voter pour lui. » Luc a retenu « la future construction d'un parti très large anticapitaliste. Et ça me plaît beaucoup. Pour moi, le projet du NPA revient et ça me plaît pour les luttes futures. On va pouvoir se retrouver. » En conclusion de ce meeting regonflant, citons André dans son introduction à la tribune: « Comme auraient dit nos camarades guadeloupéens du LKP, « IEN LÂCHER POUTOU GAGNER! »

Christine Héraud et Martine Pont

À Orléans, la jeunesse au rendez-vous

150 personnes dont de nombreux jeunes à l'auditorium de la Médiathèque d'Orléans, le 10 avril pour le meeting de Philippe. Eddy du NPA d'Orléans a fait un réquisitoire contre la droite départementale. Le conseil général du Loiret est à « l'avant-garde » quand il s'agit notamment de s'attaquer aux services publics via les partenariats public-privé, mais aussi en prétextant de la crise pour supprimer des subventions tous azimuts. Philippe a posé la question de la répartition des richesses, mais aussi des moyens de l'imposer, de la nécessaire reconstruction au quotidien d'un cadre qui permette d'inverser le rapport de forces et de construire le « tous ensemble ».

À Bourges, le droit à l'impatience

Mercredi 11 avril, à Bourges, salle des fêtes de la Chancellerie, un après-midi de rencontre basée sur des ateliers reprenant des thèmes de luttes importants pour le NPA. Chaque exposition comporte un ou plusieurs panneaux, ainsi que de la documentation à consulter sur place ou à emporter. L'ensemble de la salle ressemble à un café où chacun peut se rencontrer et discuter. Ce qui n'a pas empêché une intervention musclée d'Olivier et des discussions sur l'idée d'un rendez-vous de la gauche radicale dès le 7 mai, si Hollande est élu, car il faudra compter avec ceux qui sont indépendants du Parti socialiste. C'est ce qu'il a appelé « le droit à l'impatience ».

Dijon en meeting, Philippe à la télé

Malgré l'absence de Philippe Poutou retenu par la télé, nous étions une soixantaine au meeting animé par Alain Krivine. Une salariée confrontée au plan de licenciement des Laboratoires Fournier a rappelé comment une entreprise de pointe peut passer de mains en mains au bon vouloir des actionnaires; un camarade a dénoncé les conséquences de l'austérité pour le personnel du CHU avec le non-remplacement des absences... Un camarade bûcheron a témoigné de la souffrance au travail et du suicide d'un salarié de l'Office national des forêts. La surexploitation des assistantes maternelles payées 3 euros de l'heure a été aussi abordée... Puis Alain Krivine a souligné qu'il n'est pas question de participer même de loin à une quelconque gestion de la crise, qu'aucune avancée sociale n'a été gagnée par les urnes mais par de grandes mobilisations.

Dinan: « Prendre le fric là où il est! »

Après une réunion réussie avec Alain Krivine (55 participants pour une commune de 11 000 habitants), le comité NPA de Dinan (sous-préfecture des Côtes-d'Armor) a voulu démontrer que du pognon il y en a. Pas très loin, sur la côte à Dinard, un exemple criant: François Pinault (La Redoute, le Printemps, la Fnac...), déjà propriétaire d'une très belle demeure où il accueille chaque été le couple Chirac, vient d'acquérir une seconde résidence à Dinard. Superbe villa dominant la mer pour un chèque de 13 millions d'euros, une paille pour l'amateur d'art, grand connaisseur des paradis fiscaux et astuces pour ne pas payer d'impôts. À proximité, une autre villa s'est vendue plus de 7 millions fin 2011...

«AUX CAPITALISTES DE UN PROGRAMME D'URG

Retrouvez dans cette double page centrale la deuxième partie des «bonnes feuilles» de la brochure de campagne de Philippe Poutou.
Après l'analyse de la situation politique et sociale la semaine dernière, voici les grandes lignes du programme que nous portons dans ces élections.
L'intégralité de la brochure de campagne est disponible auprès des militantEs du NPA, dans les réunions publiques et sur Internet sur les sites www.poutou2012.org et www.npa2009.org

Le programme du NPA touche tous les champs de la société car, que l'on soit salarié, chômeur, en formation, agriculteur ou artisan, la crise du capitalisme accentue la dégradation de nos conditions de vie. Pour le NPA, quel que soit notre métier, quelle que soit notre origine, notre orientation sexuelle, il faut une égalité réelle. Cela implique des changements radicaux qui devront être imposés aux classes dominantes.

Nos services publics ne sont pas à vendre!

DROIT À L'ÉDUCATION

Nous voulons donc l'abrogation des réformes LMD, LRU, de la loi Fillon de 2005, de la masterisation des concours et l'arrêt des suppressions de postes.

Il faut faire exactement l'inverse. L'éducation doit être gratuite de la maternelle à l'université, offrir des diplômes de qualité avec une valeur nationale. Il faut embaucher 150 000 enseignants.

Les programmes doivent être refondus à tous les niveaux sous le contrôle croisé des enseignants, des parents et des élèves.

Les stages doivent être rémunérés à hauteur du Smic.

De même, la recherche ne doit pas être adaptée aux besoins immédiats des entreprises.

L'ACCÈS À LA SANTÉ

Nous voulons le remboursement à 100% de tous les soins par l'Assurance maladie. Nous voulons l'arrêt des restructurations hospitalières,

l'abrogation de la loi Bachelot, le maintien des hôpitaux de proximité avec urgences, maternité et chirurgie, un plan de création de 120 000 emplois dans les hôpitaux, l'expropriation des cliniques privées et des trusts pharmaceutiques et leur intégration au service public.

SE LOGER, UN BESOIN VITAL

Nous voulons la réquisition des logements vides, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt des ventes de HLM, la renationalisation des HLM vendues et le blocage des loyers pour les limiter à 20% du revenu.

TRANSPORTS

Nous voulons développer massivement des transports en commun gratuits et publics, de proximité et de qualité et rapprocher habitations et lieux de travail. Nous voulons le financement par les entreprises de la totalité des déplacements vers le lieu de travail.

Jeunes: nous ne serons pas la génération sacrifiée

Le gouvernement et la classe dominante veulent faire payer la crise aux jeunes générations. Si nous voulons améliorer les conditions de travail de tous et de toutes, il faut imposer l'égalité de droits.

Il faut imposer la rémunération des stagiaires et des apprentis à hauteur de la convention collective de la branche, jamais en dessous du Smic; interdire tous les emplois précaires, transformer les CDD et contrats d'intérim en CDI et tous les temps partiels non voulus en temps pleins.

Les jeunes doivent pouvoir se former, faire leurs choix d'études et de vie et chercher un premier emploi sans dépendre de leur famille ou d'un petit boulot. Il faut donc une allocation d'autonomie, à hauteur du Smic, financée comme les retraites par des cotisations sociales et gérée par des jeunes et des salariés élus. Ainsi, on ne sera plus obligé d'accepter n'importe quoi et on forcera les entreprises à embaucher dans des conditions décentes.

Il faut des moyens pour l'Éducation et l'enseignement supérieur, créer des postes à hauteur des besoins, garantir des diplômes nationaux et de qualité.

Contre l'encadrement et l'infantilisation des jeunes, faut désarmer la police, supprimer les centres d'enfermement, légaliser le cannabis. Il faut reconnaître le droit de grève pour les lycéens et les étudiants et donner le droit de vote dès 16 ans.

Nos emplois, notre travail, pas leurs profits!

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS ET LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS, RÉPARTIR LE TEMPS DE TRAVAIL

Des conditions de travail dégradées et un fort taux de chômage exercent une pression pour faire accepter des conditions de travail toujours plus dégradées. Nous voulons donc :

- l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois.

- Le partage du temps de travail entre toutes et tous, avec les 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire ni annualisation du temps de travail.

- L'interdiction des temps partiels imposés.

Nous voulons des emplois stables, le maintien du contrat de travail par la branche en cas de faillite.

Nous voulons le remplacement des emplois précaires par des CDI. Concernant les petites entreprises, qui sont pour l'essentiel sous la domination de grands groupes qui absorbent les bénéfices, c'est à eux de garantir le maintien du contrat de travail en cas de faillite d'une petite entreprise de la branche.

Nous voulons la titularisation des précaires dans la fonction publique et l'arrêt des suppressions de postes, qui se chiffrent à plus de 30 000 par an alors que les besoins sont criants, notamment dans l'éducation, la santé et dans des régions ou quartiers populaires abandonnés par l'État.

Nous voulons donc un plan de création d'un million d'emplois dans la fonction publique.

RÉPARTIR AUTREMENT LES RICHESSES

Nous voulons une augmentation de 300 euros net par toutes et tous, et un revenu minimum à 1 700 euros.

Depuis le début des années 1980, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de plus de 10 points au profit des actionnaires. Ce sont des milliards qui nous sont volés chaque année et que nous voulons récupérer. Nous voulons la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité.

Nous voulons la retraite à 60 ans à taux plein (55 pour les travaux pénibles) après 37,5 annuités de travail.

ÉMANCIPER LE TRAVAIL

Nous voulons la pénalisation systématique des employeurs en cas d'accident du travail ou de suicide lié de près ou de loin au travail et un principe de précaution concernant les produits dangereux pour les êtres humains ou la planète.

Nous voulons le contrôle des salariés sur les finalités et l'organisation du travail. On devrait discuter la nécessité de nombreuses activités industrielles, comme l'armement ou les activités dangereuses pour les travailleurEs, les populations et l'environnement (produits chimiques, risques d'explosions...). Prendre l'argent là où il est!

ANNULER LA DETTE ET SAISIR LES BANQUES

Nous voulons l'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, qui représentent 50 milliards d'euros par an.

Nous voulons une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques.

Nous voulons l'annulation de la dette publique, qui est totalement illégitime. Chaque année, elle représente 150 milliards d'euros pour la France.

Il faut retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques. Pour cela, nous voulons la réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit sous la responsabilité des salariés et de la population.

FAIRE PAYER LES RICHES

De l'argent pour appliquer nos mesures, il y en a! Ceux qui gagnent plus de 500 000 euros par an ont vu leurs revenus augmenter de 70% en trois ans!

Nous voulons la suppression des niches fiscales. Les stock-options et autres réductions d'impôts profitent aux plus riches, qui défalquent toutes sortes de dépenses.

Nous voulons l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Le minimum serait une nouvelle tranche d'imposition à 100% au-delà de 20 fois le Smic. La simple suppression de tous les

dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

PRENDRE SUR LES PROFITS

Nous voulons la taxation des bénéfices des sociétés à hauteur de 50%. Les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé environ 100 milliards de bénéfices en 2011.

Nous voulons l'arrêt des exonérations de cotisations sociales.

Nous voulons l'arrêt des aides aux entreprises et à leurs filiales. Elles représentent 65 milliards d'euros par an, l'équivalent du budget de l'Éducation nationale ou des dépenses hospitalières. Seuls 9% de ces aides touchent les PME, ce qui signifie qu'elles ont pour objectif essentiel de soutenir les grands groupes capitalistes, les mêmes qui font des profits et ne paient que peu d'impôts ou de cotisations sociales.



Garantir l'égalité

OPPRESSIONS, DISCRIMINATIONS: NOUS DIVISENT POUR MIEUX NOUS EXPLOITER!

La cellule familiale est fondée sur le travail domestique gratuit des femmes. C'est pourquoi nous revendiquons de véritables services publics pour les personnes âgées et la petite enfance, notamment la création de places de crèche à hauteur des besoins, l'accès à la maternelle dès 2 ans.

AU TRAVAIL AUSSI, NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ!

La précarité, le temps partiel imposé, le harcèlement moral et sexuel, le chômage et les attaques contre les femmes touchent plus particulièrement les femmes. Une véritable politique

Démocratie

UNE DÉMOCRATIE RÉELLE, MAINTENANT

Nous voulons la suppression de la censure parlementaire et la suppression du Sénat élu démocratiquement. Nous voulons une démocratie intégrale, qui permettra les différentes orientations politiques. Pour nous, une démocratie réelle, c'est la possibilité de décider à tous les échelons, du local ou national - de ce qui nous concerne les élus qui ne respectent pas leur mandat et les élus qui ne respectent pas leur mandat. Les élus doivent faire partie de la société au même titre que nous, et agir comme aujourd'hui, en continuant

PAYER LEURS CRISES ! »

URGENCE ANTICAPITALISTE

Pour sauver la planète, il y a urgence !

Nous voulons sortir du nucléaire en 10 ans ! C'est nécessaire et possible, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela nécessite le développement massif des énergies renouvelables, couplé à un vaste plan d'économies d'énergie.

Nous voulons un service public de l'énergie cogéré par les salariés et les usagers. Afin de favoriser à la fois la démocratie et la meilleure indépendance énergétique des territoires, nous sommes favorables à une gestion la plus locale possible de la production et de l'approvisionnement. Cela nécessite un service public européen avec une mutualisation des productions, mais aussi des sites de stockage afin d'assurer un approvisionnement constant.

Nous voulons le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable.

Nous voulons une baisse rapide du recours aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz). Cela nécessite de développer massivement les transports en commun gratuits, d'entamer la reconversion industrielle des secteurs les plus polluants : pétrochimie vers le renouvelable, automobile vers la production de véhicules propres et de transports collectifs, etc. De plus, il faut rénover et isoler l'habitat et recourir aux modes de chauffage fonctionnant à l'énergie renouvelable ou par cogénération.

Il faut rapprocher l'agriculture des lieux de consommation, en réorientant la production vers les besoins locaux et régionaux, interdire progressivement

l'emploi des engrais et pesticides chimiques et aller vers la généralisation de l'agriculture biologique, interdire les OGM en plein champ, et garantir le droit d'accès à la terre pour les petits paysans.

Nous voulons la réquisition et la mise sous contrôle des grands groupes de l'énergie. Nous pouvons créer des centaines de milliers d'emplois, dans l'industrie, dans les énergies renouvelables et dans l'agriculture, mais aussi maintenir les emplois du nucléaire pour le démantèlement des centrales et une gestion sérieuse des déchets existants. Mais la loi du marché s'y oppose frontalement. C'est pourquoi il faut exproprier sans indemnité ni rachat les groupes privés capitalistes de l'énergie, de l'eau et de l'agroalimentaire. Cela permettra la mise en place d'une planification écologique décidée et contrôlée par les travailleurs et la population.



Contre le racisme et l'impérialisme

À L'ÉCHELLE NATIONALE :

Nous voulons la régularisation permanente et immédiate de tous les sans-papiers, travailleurs ou pas. Cette mesure est indispensable sur le chemin d'une égalité pleine et entière des droits sociaux et politiques avec les travailleurs français. La liberté de circulation et d'installation en est la conséquence logique.

Nous exigeons l'abrogation de l'intraçable empilement législatif anti-immigrés que la droite et la gauche ont édifié.

Nous voulons l'abrogation de toutes les lois « sur le voile » stigmatisant les musulmanEs, qui sont la cible prioritaire des attaques racistes, et la mise en œuvre d'une laïcité qui ne soit pas le faux nez de l'islamophobie.

Nous demandons la fin de l'impunité policière, qui se résout toujours dans le sang de jeunes et moins jeunes issus de l'immigration. Par exemple, nous demandons la dissolution des BAC et le désarmement de la police. Mais aussi l'arrêt de la destruction des camps de Roms, la fin de la traque et des rafles de sans-papiers.

AU NIVEAU INTERNATIONAL :

Nous exigeons le retrait des troupes françaises de tous les pays étrangers (en particulier la Françafrique et l'Afghanistan), la dissolution de l'Otan, la réduction du budget militaire à sa plus simple expression, la dissolution de l'armée permanente et l'abandon de l'arme nucléaire.

Nous voulons remettre en cause tous les accords bilatéraux de « coopération » ou de « co-développement » avec les pays du Sud, en particulier les mécanismes de la « Françafrique ». Ils imposent des politiques ultralibérales au détriment de la satisfaction des besoins de base, la présence des multinationales occidentales, le paiement des milliards de la dette, la coopération à l'expulsion des migrants, avec comme seule contrepartie une « aide » dérisoire, trois fois inférieure à ce que les sans-papiers envoient dans leur pays en liquide...

Nous demandons l'abrogation de tous les accords et dispositifs européens relatifs à l'immigration (comme Dublin II ou Frontex).

Nous défendons le droit pour tous les peuples, y compris ceux des colonies que sont les Dom-Tom, à l'autodétermination, à la maîtrise de leurs terres, sous-sol, matières premières et industries, aujourd'hui détenues notamment par les grands groupes français.

Nous voulons mettre fin à la structure inique du Conseil de sécurité de l'ONU (en particulier abroger le droit de veto des « grandes puissances »), et la dissolution pure et simple de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale.

Nous voulons développer la solidarité internationale par rapport au processus révolutionnaire dans la région arabe, contre toutes les forces qui veulent écraser ou récupérer ce processus.

Face à l'oppression sans fin dont il est victime, nous nous associons aux campagnes pour la solidarité avec la lutte du peuple palestinien : la levée du blocus de Gaza, le droit au retour des réfugiés, la fin de la politique de colonisation, la destruction du mur de la honte, le retour aux frontières de 1948, et l'arrêt de toute la politique d'apartheid de l'État d'Israël, soutenue par les grands pays impérialistes, les USA en tête.

Un projet européen et internationaliste

Il faudra rompre avec les institutions européennes actuelles pour engager la construction d'une autre Europe, démocratique, des travailleurs et des peuples. La crise de l'euro, les méfaits anti-sociaux et antidémocratiques de la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) et du « directoire franco-allemand » de l'UE mettent en évidence l'échec d'une « construction européenne » qui s'est faite dès l'origine contre les peuples.

L'Union européenne et l'euro ont aujourd'hui un double effet dévastateur. Ils servent de cadre à une offensive destinée à faire payer aux classes populaires la crise du capitalisme. Ils mettent gravement en danger l'idée européenne, les sentiments de solidarité et l'objectif d'une collaboration fraternelle entre les peuples du continent.

À cette Europe comme aux préjugés nationalistes, nous opposons la solidarité des travailleurs, des jeunes, des exclus, la perspective d'une lutte commune, radicale et massive des classes populaires des différents pays d'Europe contre l'austérité et ce capitalisme en crise. Nous sommes Européens et, plus généralement, internationalistes.

Égalité des droits !

ÉGALITÉ SALARIALE ET PROFESSIONNELLE entre les femmes et les hommes doit être imposée aux entreprises.

NOTRE CORPS NOUS APPARTIENT

Toutes les contraceptions et toutes les protections ainsi que les pilules du lendemain et l'IVG doivent être accessibles et gratuits.

HOMOS, HÉTÉROS, BI, TRANS, INTERSEXES : ÉGALITÉ DES DROITS !

Nous voulons pour toutes et tous, les mêmes droits : femmes et hommes, homos et hétéros, notamment pour le mariage l'adoption, la procréation médicalement assistée, la parentalité, le droit de donner son sang et ses organes.

NON AUX VIOLENCES !

Pour changer les mentalités, il faut une véritable politique de lutte contre les discriminations et l'idéologie sexiste avec notamment des cours d'éducation à la sexualité dans les collèges et lycées qui prennent en compte la diversité des pratiques, des sexualités et des identités.

Les violences psychologiques, physiques et sexuelles envers les femmes, les homosexuelEs, et toutes les personnes qui ne sont pas jugées conformes à ces normes (bisexuelEs, transgenres, intersexuésEs) font également parti de ce système de domination. Pour lutter contre ces violences, nous voulons une véritable loi-cadre contre les violences faites aux femmes

avec les moyens nécessaires à la prévention et à l'éducation.

NON À LA RÉPRESSION

Les prostituées sont les victimes d'un système que nous combattons. Nous voulons donc des droits pour leur défense et pour les aider à sortir de la prostitution : protection sociale, logement, titre de séjour, justice, droit d'association, formation, une aide réelle pour celles et ceux qui veulent en sortir, et l'abandon des politiques répressives (délit de racolage, pénalisation des clients), qui les mettent en danger et combat contre les réseaux mafieux et proxénètes qui prolifèrent sur la misère.

Art et culture

LIBERTÉ D'EXPRESSION : temps partiel et en touchant le salaire moyen.

LIBÉRER LES MÉDIAS DES CAPITALISTES

Nous voulons l'arrêt de la concentration des médias et l'interdiction de posséder plusieurs groupes de médias.

Nous refusons la mainmise du CSA, nous voulons un organisme démocratique de contrôle des médias.

PARTAGE DE LA CULTURE

Nous voulons un réseau culturel public de proximité pour promouvoir la création, avec une liberté de

création, parce que l'expression artistique est aussi là pour déranger, pour subvertir. Il faut promouvoir l'échange, parce que les cultures minoritaires ou extra-occidentales sont un enrichissement pour tous. Nous voulons la liberté complète de diffusion. La rémunération des professionnels doit être pensée hors de la privatisation de la culture, et la liberté d'accès, parce que les barrières financières et sociales qui séparent le public des artistes doivent être abattues. La loi Hadopi doit être abrogée, les droits d'auteurs doivent être refondus, pour garantir des conditions de vie décentes à tous les artistes.



<http://sd-30266.dedibox.fr>

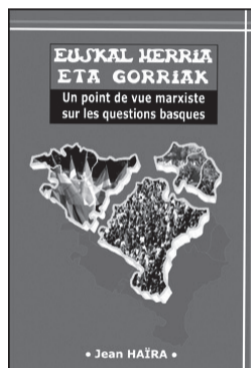
En 2009 se sont montés dans différents départements des collectifs pour défendre l'école et un service public d'éducation de qualité contre les réformes Darcos. Aujourd'hui encore les attaques du gouvernement envers l'école sont particulièrement violentes : suppression des Rased, classes surchargées, manque de moyens... de quoi alimenter régulièrement le site « Coordination nationale école en danger ». Il regroupe compte-rendus d'actions, articles et initiatives militantes en direction des écoles, qui peuvent être intéressants dans cette résistance pour la sauvegarde d'un vrai service public de l'éducation.

l'essai

UN POINT DE VUE MARXISTE SUR LES QUESTIONS BASQUES

JEAN HAIRA

10 euros



Le livre de Jean Haira est celui d'un militant basque et révolutionnaire. Il porte sur l'histoire du mouvement national basque. De Sabino Arana, référence fondatrice du nationalisme basque aux dernières années d'ETA, il revient sur les débats internes aux mouvements, ses déchirements, ses ruptures. Jean Haira montre bien comment ETA, à partir de son combat pour l'émancipation nationale, va intégrer la solidarité avec les guérillas latino-américaines, avec la guerre du Vietnam et l'explosion de Mai 68. Bref, un nationalisme radical et en même temps ouvert à la lutte de classes mondiale. Cette combinaison spécifique donna lieu, d'ailleurs, à l'émergence d'un courant marxiste révolutionnaire au sein même du mouvement national, ETA VI, dans lequel Jean milita, à l'époque. Courant qui, en se constituant, se sépare du mouvement national. Une contradiction qui va tarauder toute cette génération de révolutionnaires basques que nous allons retrouver à la IV^e Internationale.

Au travers de l'histoire, il distingue les actions progressistes de l'ETA des années 1960 et 1970 jusqu'à la fin de la dictature de Franco, et celles déployées des années 1980 à 2010, où les cibles militaires et civiles se brouillaient, où des actions terroristes ont isolé, toujours plus, la lutte basque. Le livre de Jean a aussi un mérite fondamental, celui de distinguer la nécessaire lutte pour le droit à l'autodétermination nationale, des idéologies nationalistes qui enferment la lutte populaire dans une impasse stratégique. Jean sentait bien qu'ETA ne pourrait continuer longtemps avec sa ligne militariste. Il pressentait que l'heure des choix arrivait. Aujourd'hui, l'heure est à la réorganisation du mouvement national basque, et ce bouquin est des plus utiles pour comprendre le présent, à partir de l'histoire.

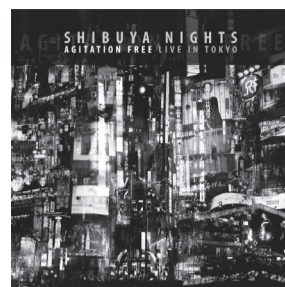
François Sabado

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



BD
LE DERNIER HOMME
Grégory Mardon
Dupuis / 18 euros
Comme la trilogie de Lucas Belvaux au cinéma, Grégory Mardon a décidé de raconter une histoire qui se passe au même endroit, avec des personnages qui se croisent, mais sous trois angles différents. Dans ce dernier album de la trilogie, Jean-Pierre, le personnage principal, est tellement timide qu'il ne parvient à rencontrer personne. Il décide alors de glisser sa carte de visite avec un petit mot dans les poches d'inconnues qu'il croise et qui lui plaisent. Un récit sensible et drôle, parfois onirique.

Sylvain Pattieu



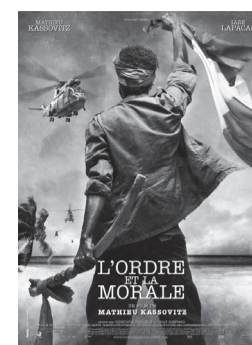
MUSIQUE
SHIBUYA NIGHTS
Agitation free
Esoteric Recordings
À quelques heures du premier tour, il faut s'agiter ! Agitation Free le fait depuis fin 1967. Il fut un des plus grands groupes rock allemands des années 1970 avec Amoon Dull et Tangerine Dream. Sauf qu'Agitation est toujours radioactif et enragé. En 2011, le groupe fait une tournée au Japon dont le CD *Shibuya Nights: live in Tokyo* reflète les meilleurs moments. Des motifs hypnotisants aux claviers, des guitares qui s'entrelacent dans la stratosphère tandis que la basse s'envole en compagnie de la batterie. Leur morceau phare *Laila* (ne pas confondre avec la *Layla* d'Eric Clapton) vous transpercera et vous sentirez vos cheveux pousser (ou repousser) tandis que vous retrouverez le pétard perdu par vos parents en 1974. Que du lourd, que vous n'entendrez jamais sur les radios qu'il va falloir libérer !

Sylvain Chardon



MUSIQUE
DRY UP IN THE SUN
Mr Day
Favorite records
Formation originaire de Lyon, Mr Day propose depuis plus de dix ans une réinvention permanente des classiques soul et rock qui constituent aujourd'hui le patrimoine commun de la musique populaire. Hébergé par la modeste enseigne indépendante parisienne Favorite Records, leur nouvel album décline encore une fois cette passion intacte pour les standards des 60's, tout en sachant s'approprier les vibrations du moment (comme le très moderne *Right on*, digne du meilleur d'un John Legend). Se ressent également les réminiscences des Yardbirds, Small Faces, Kinks et autres Brittons qui frottèrent de pop le blues rugueux d'un Howlin Wolf. Enfin, les amateurs sauront reconnaître la reprise de l'hymne romantique intemporel *Queen of the minstrels*, titre donné par les Jamaïcains à leur interprétation du *Minstrel and queen* des Impressions (un des morceaux préférés de Bob Marley).

King Martov



DVD
L'ORDRE DE LA MORALE
Matthieu Kassovitz
TF1 vidéo
Beaucoup de choses ont été dites et écrites sur ce film. La frilosité, pour rester poli, de sa réception, à commencer par sa sortie difficile en Nouvelle-Calédonie (ou Kanakie), démontra surtout la difficulté pour le cinéma français d'aborder notre passé immédiat. D'autant plus dès qu'il s'agit d'évoquer la question coloniale (de ce point de vue les mentalités n'ont guère évolué depuis *La Bataille d'Alger* ou *RAS* qui traitaient alors de la guerre d'Algérie). Cet immense impensé de la si chère « identité nationale » de notre Président, continue donc toujours de réclamer son dû de silence. Le film de Matthieu Kassovitz ne concentra ainsi finalement que des critiques formelles (et il ne s'agit effectivement certes pas de son meilleur film), évitant de la sorte soigneusement le fond de l'histoire, dans tous les sens du terme. La sortie en DVD va peut-être enfin lui offrir une seconde chance de toucher son public.

K. M.

EXPO Judith prit l'épée, Artemisia le pinceau

À Paris, jusqu'au 15 juillet, le musée Maillol présente une réunion exceptionnelle d'œuvres d'Artemisia Gentileschi (1593-1654), étonnantes mises en scène baroques rendant encore plus mémorable son défi victorieux à l'oppression masculine.

Artemisia a aujourd'hui sa place dans l'histoire du féminisme, y compris pour le public français, entre ses *Lettres* publiées aux Éditions des femmes (1984), le film d'Agnès Merlet (1997), la biographie à succès d'Alexandra Lapiere (1998), ou plus récemment Anna Galactia, la femme peintre du *Tableau d'une exécution* d'Howard Barker (représenté en 2009 à l'Odéon). La publication en 1876 des *Actes du procès* de 1612 a fait connaître son malheur : en 1611, à dix-huit ans, fille d'un peintre alors assez en vue à Rome et associée dès son enfance à ses travaux d'atelier, elle est « *struprata e sverginata* » par un autre peintre, collaborateur de son père. Ce dernier, plus par intérêt que par amour filial, intente un procès « *per stupro* » au cours duquel Artemisia, soumise à la « question », les doigts écrasés, doit narrer par le menu comment elle s'est efforcée de résister et de punir avec un couteau de cuisine son violeur qui cherchait à l'adoucir par des promesses de mariage. Si Orazio Gentileschi gagna le procès, sa fille Artemisia dut s'accommoder de l'époux qu'il lui trouva, peintre lui aussi, et du scandale désormais attaché à sa réputation. Elle ne fut évidemment pas la seule de son temps à endurer de tels outrages, et pour ne citer que les plus connues, Sofonisba Anguissola, Lavinia Fontana, Fede Galizia et l'épouse de Simon Vouet Virginia Vezzi, l'Italie de l'époque compta nombre d'autres femmes peintres, qui connurent peut-être un sort analogue. Mais Artemisia eut précisément l'audace et le génie d'assumer le

scandale dans sa peinture même, et de s'y affirmer comme femme, décidée à s'émanciper autant qu'il était alors possible. L'une de ses œuvres les plus typiques, probablement entreprise l'année même du procès, est cette stupéfiante *Judith et Holopherne* qui sert à juste titre d'affiche à l'exposition, autoportrait où elle se venge de la violence masculine et se libère de l'autorité du père, suiveur du Caravage, en le surpassant dans la mise en scène et le naturalisme. Elle ne craignit pas non plus de se peindre nue et de façon tout aussi théâtrale en *Allégorie de l'Inspiration* ou en *Cléopâtre se donnant la mort*, pour de riches amateurs de ces « peintures de cabinet » qu'ils accrochaient dans leur chambre, avec le même système de rideau qu'adopterait Lacan pour *l'Origine du monde* de Courbet, repris dans diverses expositions récentes. Ce ne sont pas seulement ces œuvres de « *jeune femme en colère* » bien mises en valeur par l'exposition, mais des tableaux de tous genres, eux aussi largement représentés, qui lui permirent de s'imposer comme première femme admise à l'Accademia del Disegno de Florence, puis à Venise, à Londres, à Naples, toute à son rôle de « *femme d'affaires avisée* » que lui avaient imposé les circonstances, et d'artiste rivalisant avec les grands peintres du temps. Les siècles suivants l'oublièrent, mais de récentes recherches, sûrement stimulées par ce qu'eut d'exemplaire sa résistance à



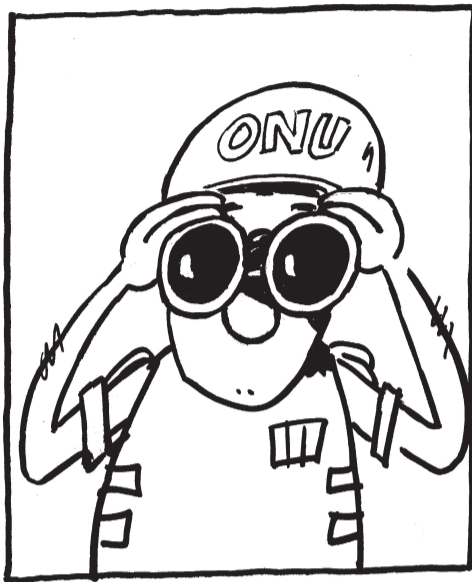
la toute-puissance masculine et paternelle, ont permis de retrouver nombre de ses tableaux perdus, dont certains se trouvent présentés ici pour la première fois. Raison de plus d'aller voir ce beau, ce somptueux, ce vigoureux triomphe féminin.

Gilles Bounoure

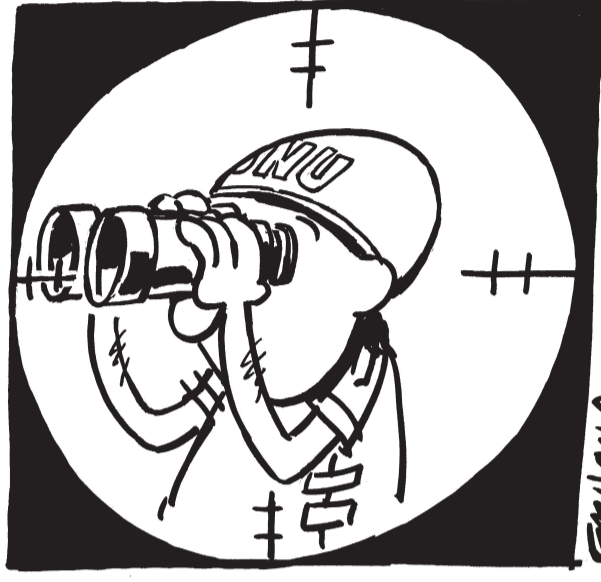
Artemisia Gentileschi, *Judith et Holopherne*, c. 1612, huile sur toile, 159 x 126 cm. Naples, Museo Nazionale di Capodimonte. © Fototeca Soprintendenza per il #PSAE e per il Polo museale della città di Napoli

Kofi Annan et les observateurs internationaux en Syrie

La résolution de l'ONU a l'égard du gouvernement syrien n'empêche pas celui-ci de continuer de massacrer la population révoltée. Les tentatives de récupération par l'Arabie saoudite et le Qatar compliquent davantage la tâche aux révolutionnaires. Mais la lutte continue pour mettre fin au régime d'Assad.



OBSERVATEUR DE L'ONU



OBSERVATEUR DU BAAS

-FAVOUR-

En treize mois de révolution syrienne, la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU avait fait trois déclarations. Cette fois-ci, le Conseil a finalement adopté le 14 avril la résolution n° 2042 avec l'approbation des gouvernements russe et chinois. Elle autorise le déploiement d'observateurs dans le pays. Cinq parmi eux sont déjà arrivés dès le lendemain et à terme on attend... 30 observateurs. Au terme d'une escalade féroce de la répression dans plusieurs villes syriennes, le gouvernement syrien avait annoncé unilatéralement un cessez-le-feu le 12 avril. Mais ses opérations militaires n'ont aucunement été arrêtées. La résolution 2042 s'inscrit à la suite de la nomination de Kofi Annan en tant qu'émissaire spécial pour la Syrie mandaté par l'ONU et la Ligue des États arabes. Il a présenté une initiative en six points : l'arrêt de la violence de toutes les parties, le retrait de l'armée des villes, la libération des prisonniers, la permission d'entrée des médias et journalistes, et l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement syrien et l'opposition. Le vendredi 13 a connu une augmentation significative des manifestations contre le régime, les comités locaux de coordination ont relevé 750 points de départs de contestation. Le 14, les forces armées du pouvoir en place ont tiré à balles réelles pendant les funérailles des manifestants tués la veille à Alep, tuant à nouveau une vingtaine de civils. Les bombardements ont repris contre les quartiers rebelles de Homs, Idlib, Deraa et dans la campagne autour de Damas.

La mission de Kofi Annan reflète, en réalité, un compromis – certes changeant – entre les grandes puissances, américaine et européenne d'un côté, et russe et chinoise de l'autre. Mais la révolution syrienne n'a pas seulement une dimension internationale, due à l'importance géostratégique de la Syrie, elle revêt aussi une dimension régionale, d'où la position visiblement plus agressive des pays réactionnaires arabes avec à leur tête le cœur de l'obscurantisme dans la région, à savoir l'Arabie saoudite et son acolyte le Qatar qui essaient de créer une alliance avec le gouvernement turc en vue d'armer massivement et lourdement les quelques petits groupes armés qui leur sont proches. Ils poussent de même l'armée turque à créer une zone « sécurisée ». Mais cette démarche est restée infructueuse jusqu'à ce jour. Or ces pays réactionnaires cherchent à récupérer la révolution syrienne ou la dévier de sa trajectoire pour au moins deux raisons : briser l'axe Téhéran-Damas pour affaiblir l'Iran, et empêcher la victoire d'une révolution sociale et démocratique en Syrie pour qu'elle ne devienne pas un exemple à suivre pour leurs peuples. Vendredi dernier, la journée des manifestations a été placée sous le mot d'ordre « Une révolution pour tous les Syriens ». C'est la marque d'une maturité politique qui fait échec à la tentative de récupération. Notons au passage que l'influence médiatique et politique du Qatar et de l'Arabie saoudite par le biais de leurs moyens de propagande Aljazeera, Alarabya et autres « médias », a été largement affaiblie et discréditée aux yeux des masses révoltées. Il en va de même pour

leur protégé, le Conseil national syrien, qui s'est transformé malgré leur soutien massif en une peau de chagrin, il n'est aujourd'hui qu'un bureau de presse. C'est le temps de la désillusion, le peuple syrien révolté face à un régime sanguinaire, et concrètement et dans le sang appris à reconnaître ses vrais amis de ses ennemis, il a pu tester l'impasse dans laquelle ont tenté de le pousser les forces de « la contre-révolution ». La classe ouvrière et les exploités sont au cœur de la révolution. Pour cette raison, la dictature a licencié plus de 85 000 ouvriers de janvier 2011 à février 2012, et a fermé 187 usines (selon des chiffres officiels), pour casser une dynamique contestataire propre à la classe ouvrière en Syrie. Si nous sommes contre toute intervention militaire en Syrie, bien qu'elle soit à l'heure actuelle hypothétique, nous sommes, et sans conditions, solidaires de la révolution populaire syrienne. La position de quelques groupes de « gauche » qui mettent seulement l'accent sur la condamnation d'une intervention militaire impérialiste et l'implication des pays réactionnaires arabes, n'est autre chose aux yeux des militants de la gauche révolutionnaire syrienne, qu'un soutien à une dictature bourgeoise et sanguinaire et une trahison du combat des masses laborieuses et exploitées pour la liberté, l'égalité et la justice sociale. Vive la révolution syrienne ! Vive le socialisme par en bas ! Ghayath Naisse

CORÉE DU NORD Pétard mouillé

La tension monte entre le régime nord-coréen et les États-Unis. Alors que Kim Jong-un veut prouver qu'il est à la « hauteur » de ses sanguinaires prédécesseurs, Washington fait peser sur la population la suppression de l'aide alimentaire dont elle a besoin.

Si il n'était pas mort en 1994, Kim Il-sung, fondateur de la Corée du Nord en 1948, fêterait cette année ses 100 ans. Une date importante que les dictateurs au pouvoir dans ce pays en pleine transition se devaient d'honorer. Le fils de Kim Il-sung – Kim Jong-il – est lui-même décédé en décembre dernier et son troisième fils Kim Jong-un, nouveau despote en place, cherche à asseoir son autorité. La pièce maîtresse des festivités devait être le lancement d'un satellite Kwangmyongsong (Lodestar) 3 censé relever les conditions météorologiques et diffuser des musiques célestes en l'honneur du défunt « grand dirigeant ». En gage de bonne volonté pacifique, le régime nord-coréen a joué l'ouverture, invitant des journalistes et choisissant une trajectoire de tir qui n'était dirigé ni vers les États-Unis ni vers le Japon. Cela n'a pas empêché Washington, Tokyo et Séoul d'affirmer qu'il s'agissait en fait du lancement d'un missile balistique violant une résolution des Nations unies qui l'interdit et représentant une menace régionale. Le branle-bas de combat a finalement tourné à la farce. Vendredi 13 avril, le satellite n'aura pris son envol que deux minutes avant d'exploser. Il s'agit de la troisième tentative ratée de la mise en orbite d'un satellite par la Corée du Nord, après deux échecs en 1998 et en 2006. Dans son premier discours public, Kim Jong-un a néanmoins affirmé que le renforcement de sa capacité militaire restait une priorité et que la supériorité technologique n'était plus un monopole des puissances impérialistes. Ainsi, dimanche dernier, lors de l'un des plus grands défilés militaires organisés en Corée du Nord, un nouveau missile balistique, plus puissant, a été présenté. Mais la fiabilité de la technologie nord-coréenne est largement remise en question par de trop nombreux « ratés ». Sur le plan intérieur, c'est un bien mauvais début pour Kim Jong-un qui doit encore consolider son pouvoir. Sur le plan international, l'échec du 13 avril fragilise la position du régime. Enfin, dans le domaine commercial, la Corée du Nord coopère sur des missiles avec l'Iran, notamment, et quelques autres puissances. Ces échanges étaient déjà très limités vus les contrôles internationaux et ne semblent pas promis à un grand avenir... Par mesure de rétorsion, les États-Unis ont annulé une aide alimentaire de 240 millions de tonnes négociée quelques semaines plus tôt contre le gel du programme nucléaire nord-coréen et l'arrêt d'essais de missiles à longue portée et d'armes nucléaires, ce qui risque de peser lourd pour une population confrontée à la disette. Cette mini-crise intervient alors que les tensions entre les deux Corées, du Nord et du Sud, juridiquement toujours en guerre, restent vives. Le Conseil de sécurité de l'ONU annonce un renforcement des sanctions contre Pyongyang. Ledit conseil est pourtant resté muet quand les États-Unis ont eux-mêmes violé des engagements qu'ils avaient pris pour favoriser le processus de paix dans la péninsule. La présidence Bush a notamment joué un rôle majeur dans le sabotage des accords précédemment conclus par Washington. Quant à Obama, il n'a rien fait pour relancer sérieusement le processus. Danielle Sabai et Pierre Rousset

en bref...

Israël fait la loi à Roissy.

Comme en juillet 2011, quand il avait bloqué à Athènes la Flottille de la liberté et la mission Bienvenue en Palestine dans les aéroports européens, le gouvernement israélien a obtenu satisfaction : avec la complicité des compagnies aériennes et malgré les communiqués très fermes des organisations syndicales du secteur aérien, les militants se sont vu refuser d'embarquer pour une mission pacifique en Cisjordanie occupée. En se basant sur des « listes noires » rédigées par un État voyou qui viole les lois internationales et les résolutions de l'ONU, depuis plus de 60 ans, en toute impunité, ce sont des policiers français qui

ont bousculé et évacué de force des militantEs qui ne demandaient qu'à exercer leur droit à la liberté de circulation.

Le gouvernement français et Nicolas Sarkozy soutiennent sans une quelconque réserve l'enfermement et l'isolement d'un peuple entier et répriment les citoyens qui veulent lui exprimer leur solidarité. Ils laissent Israël faire la loi à Roissy, c'est malheureusement sans surprise. Il faut leur répondre en multipliant partout les actions de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Palestine vivra ! Palestine vaincra !

Maroc : solidarité internationale pour la libération des grévistes de la faim !

28 jeunes ont entamé une grève de la faim illimitée dans les prisons de la dictature marocaine. Ils sont étudiants basistes, militants du M20F, chômeurs. Tous refusent les jugements arbitraires, les tortures qu'ils ont subies pour nombre d'entre eux, les raisons même de leur arrestation qui sont un déni du droit de manifestation et d'expression. Ce mouvement s'étend et touche Taza, Fes, Agadir, Rachidia, Safi. La plupart des détenus sont maintenus en isolement et les contacts sont difficiles. Parmi eux, Azzedine Rouissi est emprisonné depuis déjà

plus de quatre mois. Le pouvoir donne ainsi le signal clair d'un retour aux pires pratiques des années de plomb et confirme un tournant répressif généralisé. Les mobilisations de soutien dans le pays se développent mais un appui international permettrait de gagner tant le pouvoir reste sensible à son image à l'extérieur. Signez et diffusez la pétition internationale de solidarité : http://www.avaaz.org/fr/petition/Pour_la_liberation_de_tous_les_detenus_politiques_marocains/

Billet

Pour la révocation des éluEs de Laroque-d'Olmes

En exergue du livre de Philippe Poutou *Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule!*, figure une citation de Coluche qui est très adaptée à la situation que nous avons vécue à Laroque-d'Olmes (Ariège) depuis 2008 : «*Pourquoi des mecs élus par nous pour faire ce qu'on veut, au lendemain des élections font ce qu'ils veulent ?*»

Le 16 mars 2008, la liste «Gauche unie et citoyenne» bat la droite et est élue en intégralité. Elle regroupe des socialistes (13) et des membres de la liste «À gauche toute!» (10) qui se sont regroupés autour d'un programme avec liberté de parole et de vote, après le premier tour où la droite était arrivée en tête suivie du PS, lui-même suivi de très près par «À gauche toute!»

Première entorse, deux adjoints «À gauche toute!» changent de couleur et une autre élue démissionne car on lui a promis un poste d'employée communale... qu'elle n'aura pas! Pour la suite, voici quelques exemples de non-respect des engagements :

- «*Organisation de réunions publiques d'information et de débat*» : tout juste deux comptes rendus publics de mandat. Pour le troisième (l'an dernier), il y a eu refus. Les sept éluEs «À gauche toute!» en avons organisé un, dont l'annonce a été censurée sur le journal municipal... Pour tout le reste, il faut poser des questions, aller fouiller pour savoir ce que décide un petit comité du «bureau municipal».

- «*Maintien et renforcement des services publics : écoles, poste, trésorerie, eau...*» : la «trésorerie» a fermé et le bâtiment (communal) a été vendu. La Poste a été vendue à un privé qui reloue une partie du local et ce sans réaction de la majorité municipale. Pour les écoles, une action pour la défense d'un poste a été trahie par le maire qui avait permis au procureur et aux gendarmes de s'inviter dans les locaux de la mairie où devaient se dérouler des négociations avec l'inspecteur d'académie...

On peut ainsi continuer, sans oublier le soutien du maire et des adjoints «socialistes» à un chef de service qui nous a envoyés au tribunal pour «harcèlement moral» car nous dénoncions son harcèlement des employéEs. Nous avons gagné, mais...

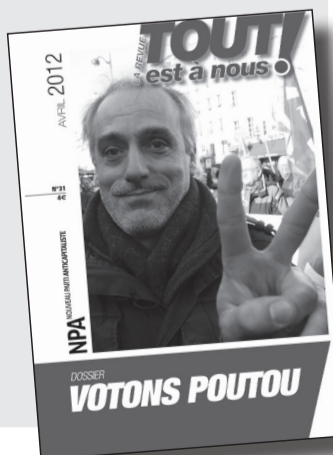
Devant cet état de faits, quatre d'entre nous avons décidé de nous auto-révoquer. Mais nous aurions voulu plutôt organiser un vote de révocation de tout le conseil municipal. La période actuelle et le refus des autres éluEs et citoyenNEs réuniEs nous en ont dissuadéEs.

Jean-Charles Sutra,
Membre du comité de soutien de Philippe Poutou

Le n° 31 de Tout est à nous! La Revue est toujours disponible

Numéro spécial campagne

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Le scandale de l'amiante

Malgré les recommandations de l'Affset sur les mesures du taux d'amiante dans les entreprises, l'État continue de mépriser le danger encouru par les travailleurs et les conséquences sur leur santé.

La mise en examen début avril d'un ancien responsable du ministère du Travail, chargé de 1982 à 1994 des substances cancérigènes et notamment de l'amiante, sonne comme un rappel à l'ordre de l'État et de ses représentants : il va falloir s'expliquer sur les décennies pendant lesquelles l'État a permis à des milliers de travailleurs de respirer des fibres dont la toxicité était pourtant connue depuis... le début du XX^e siècle. La proximité de certains cadres du ministère avec le lobby des industriels du secteur a fait s'interroger le CPA (comité permanent amiante) : l'intégrité physique des travailleurs aurait-elle été sacrifiée sur l'autel des intérêts économiques d'un petit nombre d'influents industriels?

Et si depuis 1996 l'utilisation de l'amiante a fini par être interdite, ce produit est devenu une nouvelle manne financière pour les entreprises du bâtiment grâce aux opérations de désamiantage, extrêmement coûteuses, des bâtiments floqués massivement à la fibre cancérigène. Des normes réglementaires instaurant des prescriptions techniques assez contraignantes ont été établies à l'époque mais celles-ci se sont avérées assez rapidement inadéquates voire insuffisantes pour protéger efficacement les travailleurs. Par exemple, il est apparu que la distinction entre amiante friable et non friable, jugée moins dangereuse et dont le retrait requerrait moins de précautions, n'était pas pertinente. Or, malgré les nombreuses observations de l'inspection du travail demandant son abolition, cette dualité existe encore à ce jour.

Le malaise s'est accru lorsqu'en 2009, une étude de l'Affset (Agence française de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail), devenue Anses, a révélé que les fibres fines d'amiante, non décomptées dans les mesurages des niveaux d'empoussièrément, étaient également cancérigènes et n'excluaient pas la toxicité des fibres courtes, sans pouvoir l'affirmer à ce jour. En clair, l'exposition des travailleurs est donc totalement sous-évaluée puisque seules les fibres d'un certain diamètre et longueur sont mesurées afin de déterminer si la valeur limite d'exposition professionnelle



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

est atteinte (fixée actuellement à 100 fibres par litre), excluant la majorité des fibres composant un matériau amianté.

Au vu de ces résultats, l'Affset recommande de mettre en place de nouvelles techniques de mesurages, permettant de décompter toutes les fibres et d'abaisser la valeur limite d'exposition à 10 fibres par litres.

Les textes ne sont pas modifiés pour autant et le ministère du Travail lance une campagne de mesurages sur le terrain dont les résultats, rendus publics en septembre 2011, soit deux ans après les préconisations de l'Affset, mettent en exergue des niveaux d'empoussièrément sur certaines opérations d'une telle ampleur que le niveau de filtration des équipements de protection individuelle ne peut plus protéger les travailleurs.

Mais là encore, malgré ces résultats alarmants pour l'intégrité physique des travailleurs de l'amiante, les notes de service adressées aux agents de l'inspection du travail indiquent

que la valeur limite recommandée ne sera pas appliquée avant 2015 et que les fibres courtes ne seront pas décomptées dans la nouvelle réglementation attendue à la fin de ce semestre. Elles interdisent même aux inspecteurs et contrôleurs d'exiger des employeurs le respect des recommandations de l'Affset! Ces notes interpellent : pourquoi attendre 2015 et mettre en péril la santé des travailleurs? La réponse de Jean-Denis Combexelle, directeur général du Travail, est édifiante : «*parce que les entreprises ne sont pas prêtes*». Il est vrai que la mise en œuvre immédiate des recommandations interdirait de fait la poursuite d'un certain nombre d'opérations, aucune technique ne permettant de protéger efficacement les travailleurs...

Un moratoire doit être ordonné sur ces opérations et les mesures de prévention les plus protectrices mises en œuvre. Pour éviter un nouveau scandale de l'amiante... dans 40 ans.
Sophie Salmon

Le désastre de la protection des mineurs

Le vendredi 6 avril, les personnels de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) étaient en grève à l'appel du SNPES-PJJ-FSU, syndicat majoritaire à la PJJ, appel auquel s'est ralliée la CGT, pour exiger de la direction de la PJJ la prise en compte des difficultés liées à des diminutions drastiques de postes et à la mise en place de lois sécuritaires.

Depuis plus d'une dizaine d'années, la PJJ subit de plein fouet des transformations sans précédent tant dans le dévoiement de ses missions que dans la redistribution de ses moyens à des fins sécuritaires et répressives. À Paris, ce jour-là, se tenait l'audience du premier tribunal correctionnel pour mineurs de Paris issu de la loi du 13 août 2011 (loi Mercier), qui tend à juger les jeunes récidivistes de 16 ans et plus comme des majeurs. Une conférence de presse organisée dans l'enceinte du tribunal de Paris, conjointement avec le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et l'Association des magistrats de la jeunesse a permis de médiatiser la dénonciation des politiques d'enfermement des mineurs délinquants en lieu et place de réponses éducatives.

Mis déjà en place dans d'autres tribunaux depuis le 1^{er} janvier 2012, ce tribunal correctionnel, composé de trois magistrats, peut ne comporter qu'un juge des enfants. L'objectif, en introduisant des magistrats non spécialisés pour les enfants et adolescents, est d'amoinrir la prise en compte de ce qu'est un adolescent, un être en devenir, et de le juger comme majeur. On a vu dans une audience de ce nouveau

tribunal correctionnel dans un tribunal de la région parisienne, un adolescent de 16 ans qui avait commis deux délits, donc considéré comme récidiviste, passer devant un tribunal correctionnel pour vol de préservatif!

Dans le cadre de la RGPP, beaucoup de postes ont été fermés ou redéployés en direction des lieux de détention (quartier mineurs, EPM) et des lieux privatifs de liberté (centres éducatifs fermés...). Depuis plusieurs mois, des grèves locales ont eu lieu à la suite de la disparition de structures éducatives.

Cette journée nationale a été bien suivie, et, en région parisienne, l'organisation d'un forum à la Bourse du travail de Paris a permis de rendre visible la situation de la PJJ tant au niveau des personnels que des jeunes pris en charge.

Les personnels sont en grande souffrance. Les modifications quasi annuelles de leurs missions, la dégradation de leurs conditions de travail, les restructurations, les pressions de plus en plus importantes de la hiérarchie, ainsi que des parquets et de certains magistrats, contribuent à générer des surcharges de travail, de l'angoisse, des stratégies de repli individuel, une démotivation et une perte de repères professionnels.

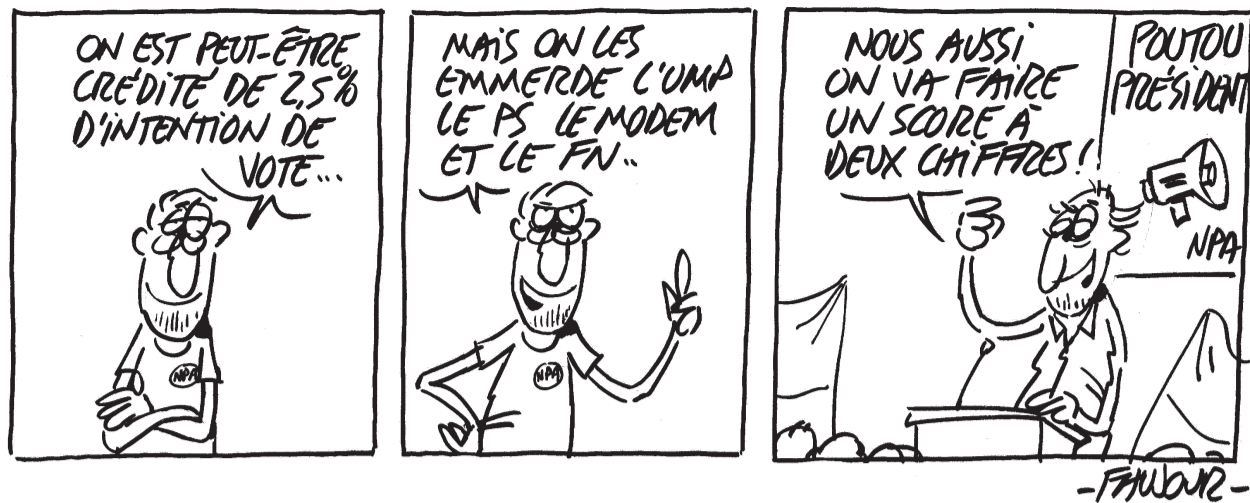
Quant aux jeunes et aux familles pris en charge, les professionnels ne peuvent que



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MJAMERON)

constater l'aggravation de la précarité et la diminution de l'aide qui peut leur être apportée : dégradation des conditions d'accueil dans les foyers éducatifs (ceux qui restent!) au profit des moyens alloués à l'enfermement, mise à mal de la pluridisciplinarité dans les équipes éducatives, disparition progressive des dispositifs d'insertion adaptés. Cette politique est contre-productive et n'enraye en rien la délinquance des mineurs. Elle crée injustices et violences institutionnelles. La politique de ces dix dernières années est un échec. En supprimant des classes et des écoles et en ouvrant des prisons, les orientations pour la jeunesse sont révélatrices de choix clairs de société, s'appuyant sur le populisme et la désinformation.

Anne Leclerc



Un nouvel avertissement pour les travailleurs d'Europe...

Vendredi 13 avril, le Parlement portugais a donc ratifié le fameux pacte budgétaire européen, dit «TSCG» par 207 voix pour, 24 contre. Pour prendre la mesure de ce vote, indiquons simplement que *le Monde* parle d'«instrument de torture» dans le cas de ce pays déjà plongé dans une récession profonde (-3,3%)... À Lisbonne, le gouvernement de droite a pu se prévaloir d'un «large consensus» favorable à la ratification – le PS a en effet approuvé le TSCG. Pourtant, comme en France, à Lisbonne, le PS avait commencé par défendre la nécessité de «compléter» le traité par un document relatif à la croissance économique. Refus de la Troïka et du gouvernement portugais de prendre en cause ces demandes. Finalement, les députés socio-libéraux portugais ont fini par capituler en rase campagne et voter pour la ratification du pacte budgétaire. Qui peut donc douter que – quel que soit le résultat des prochaines élections – on s'achemine ici aussi vers la réalisation d'une large union nationale pour la ratification ? Le seul moyen d'empêcher un coup pareil : notre mobilisation, dans l'unité !

Louviers : Cinram peut et doit vivre ! «Oui à l'emploi, non à Pôle Emploi !» Partis de l'usine sur la «zone industrielle» au nord de Louviers, le cortège a défilé dans la ville derrière la banderole FO et CGT jusqu'à ce lieu légitimement autant redouté qu'il est refusé. À midi, un vendredi, on était une bonne centaine de manifestantEs, pour une usine qui ne compte plus que

106 salariéEs tout compris. Quelques anciens, quelques militantEs du FdG et du NPA, peu de syndicalistes des autres entreprises, les deux secrétaires des unions départementales, un adjoint au maire, le député, la conseillère municipale PCF et le conseiller du NPA. Honorable, sans plus. Car c'est bien contre la fermeture de l'usine de CD et DVD programmée pour l'été qu'il faut se battre aujourd'hui, comme l'a souligné Alain Lefeez, délégué CGT, dans son discours, au nom de l'intersyndicale Cinram de Louviers. Les responsables actuels sont des «killers», et si on veut réellement inverser le cours des choses, il va falloir se battre avec un objectif à la hauteur : l'interdiction des licenciements chez Cinram comme ailleurs. Les quelques phrases bien senties sur l'histoire de l'entreprise et la responsabilité du gouvernement actuel prononcées par le député François Loncle ont été applaudies, parce que tout soutien fait plaisir dans ces moments-là, mais il faudrait avoir bien peu de mémoire pour attendre quoi que ce soit de Hollande. Comme nous le martelons avec Philippe Poutou : comme à M-real, les travailleurs de Cinram n'auront que ce qu'ils sauront arracher. L'heure est plus que jamais à l'unification des luttes contre les licenciements et, nous pensons qu'il faut se battre pour que personne n'ait plus jamais peur de perdre son emploi.

Téléconseillers de tous les pays, unissez-vous ! Face à la mondialisation orchestrée par le patronat du secteur des centres d'appels, quelques organisations

syndicales de différents pays (Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Espagne, France, Italie, Madagascar, Maroc, Sénégal, Tunisie) ont décidé de réagir en unissant leurs forces par le biais de la constitution d'un réseau international des centres d'appels. C'est dans ce cadre que s'est tenu, à Saint-Denis (93) du 2 au 4 avril, le premier colloque international des centres d'appels qui a été l'occasion d'aborder la question des conditions du travail à travers le monde, mais aussi de la répression syndicale extrêmement forte dans ce secteur. Les délocalisations, outil privilégié du patronat pour mettre en concurrence les travailleurs et les diviser, ont été longuement discutées. Les 250 personnes présentes à ce colloque répondent par la solidarité et l'entraide. Elles veulent œuvrer pour que partout chacun puisse vivre dignement de son travail. Cette première initiative devra être suivie d'autres, notamment l'année prochaine à Tunis dans le cadre du Forum social mondial.

Privatisation de la Sécu.

Un récent décret oblige les mutuelles et assurances à rembourser dans le cadre de contrats dits «responsables» (90% des contrats proposés), les dépassements de tarifs des médecins du secteur 2 (aux honoraires libres) à condition qu'ils limitent à 50% leurs dépassements par rapport au tarif Sécu et pratiquent 30% de leurs actes sans dépassement. Conséquences : les médecins du secteur 2 qui limitaient leurs dépassements sont incités à les augmenter jusqu'à la limite fixée par le décret. Les tarifs des complémentaires

santé vont encore être majorés et celles-ci seront inaccessibles pour un plus grand nombre de personnes. Les dépassements les plus importants ne seront pas remboursés. L'accès aux soins va être plus difficile alors que le nombre de personnes qui renoncent à des soins pour raisons financières est déjà croissant. Le recours aux soins tardifs, souvent à l'hôpital, aggrave les pathologies et donc augmente le coût à la charge de la Sécu, prétexte à des mesures de déremboursements. La part des remboursements pris en charge par la Sécu s'amenuisera au profit des assurances et mutuelles. Mais... n'est-ce pas un des buts recherchés ?

Recyclage. Un décret a été signé le 10 avril dernier qui ouvre la profession d'avocat aux «personnes justifiant de huit ans au moins d'exercice de responsabilités publiques les faisant directement participer à l'élaboration de la loi». Cette possibilité nouvelle est pour le moins étonnante. Pour être avocat inscrit au barreau, il est normalement nécessaire d'être titulaire du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) qui s'obtient avec deux années d'études dans un centre de formation qui suivent au moins un master1 en droit. Ainsi, le fait de participer, avec plus ou moins d'assiduité d'ailleurs, aux débats parlementaires, remplacerait six années de droit ! À la lecture du *Canard enchaîné* du 11 avril, on comprend mieux d'où vient cette volonté soudaine d'élargissement de la profession : le futur ex-Premier ministre a décidé de devenir avocat, mais avant la publication de ce décret, ce n'était pas possible. Il semble donc que la perspective d'être député du 7^e arrondissement de Paris ne lui semble pas tout à fait certaine. Ce qui est sûr, c'est que l'UMP s'est mise au recyclage.

Meeting réussi à Lille. 450 personnes à Lille pour écouter Olivier Besancenot, ce 16 avril, malgré une paralysie des transports en raison de la grève pour les salaires des salariés de Transpole. De nombreux jeunes, le milieu sympathisant du NPA bien sûr mais aussi des personnes venues par la campagne d'affichage et de tracts sans oublier la cinquantaine de militants du Comité des sans-papiers de Lille entrés dans la salle banderole déployée, et sous les applaudissements. Bernard du comité NPA de Calais a évoqué les conséquences de l'offensive patronale dans la région, les luttes en cours, celle des salariés de Main-Sécurité de Dunkerque menacés de licenciement pour fait de grève, celle des SeaFrance et d'ailleurs, et rappelé le prix payé par les classes populaires en termes de précarité, de chômage et de santé. Il a aussi dénoncé la traque aux sans-papiers qui sévit dans la région. Violaine du comité jeune de Lille est revenue sur la situation de la jeunesse. Enfin, Olivier, applaudi chaleureusement, a dénoncé une campagne présidentielle à mille lieux des préoccupations des salariéEs, et rappelé la nécessité d'un affrontement direct avec la classe capitaliste qui veut nous faire payer sa crise. Ce qui implique de retrouver le chemin des luttes, de ne compter que sur les mobilisations du monde du travail dans les entreprises et dans la rue pour changer la donne, faire vivre une force anticapitaliste, internationaliste, indépendante du PS et des impasses institutionnelles.

Détermination à PSA Aulnay.

Les salariéEs de PSA Aulnay n'acceptent pas que la campagne électorale étouffe leur mobilisation contre la fermeture programmée de leur usine. Jeudi 12, les syndicats CGT, CFTD et SIA organisaient un rassemblement à proximité du QG de Sarkozy, et 300 salariéEs avaient répondu à leur appel, à la fois déterminéEs et inquietEs. Une délégation des trois syndicats a été reçue une petite heure par Sarkozy. Le président-candidat a tiré le bilan des incidents survenus lors de la venue des salariéEs d'Arcelor et les manifestantEs ont été tenuEs à distance. Les engagements de Sarkozy sont faibles : il soutient les salariéEs dans leur lutte et s'engage à la tenue d'une réunion tripartite entre des représentants de l'État, de la direction et des syndicats de PSA en présence des élus locaux. Cette «tripartite» devait se tenir le 18 avril à 16 heures au ministère de l'Industrie. Si l'obtention d'une telle réunion est perçue comme un premier succès, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir avant que PSA ne se voit imposer le maintien de l'emploi sur le site. Plus que jamais, le renforcement de la mobilisation doit constituer la base d'une solidarité, d'une convergence de lutte avec les salariéEs des autres sites PSA de SevelNord à Madrid, et, au-delà, de celles et ceux d'autres entreprises en luttant, d'Arcelor à Fralib ou à la Fonderie du Poitou.

Arcelor : maintenir la pression.

À Arcelor, toute issue est suspendue à l'après-élection. L'enjeu est de maintenir la pression sur une direction qui joue l'épuisement et la division. Cette lutte s'inscrit dans une longue série de batailles des sites sidérurgiques qui se sont soldées par une chute brutale de l'activité et de l'emploi. Tous les gouvernements depuis des dizaines d'années ont accompagné voire initié cette politique de lente disparition. Les salariéEs du site de Florange même sont bien souvent passéEs par d'autres sites aujourd'hui fermés. Ces doutes sont le terreau de la division qui voit les syndicats locaux ou nationaux prendre des initiatives sans réelle coordination, voire dans une concurrence fort mal venue. Pendant ce temps, la direction alterne les discours rassurants sur le reclassement et alarmistes sur les risques que font courir les blocages de la production. Et ne renonce pas aux provocations. Vendredi dernier, trois militants étaient convoqués au commissariat de Thionville à la suite d'un dépôt de main courante dénonçant de présumées menaces de mort contre un responsable de la sécurité. De gros mensonges qui n'ont comme objectif que d'intimider, démoraliser et décourager. Depuis leur retour de la marche sur Paris, les syndicats multiplient les initiatives pour maintenir la mobilisation et débattre avec les salariéEs qui travaillent sur les parties encore en activité. Blocage de l'accès au siège dit des Grands Bureaux, accueil militant des salariéEs dans le «village gaulois» à l'entrée du site, autant d'initiatives pour préparer une nouvelle action avec le rassemblement de la sidérurgie prévu le mercredi 25 avril à 11 heures au siège d'ArcelorMittal, 5 rue Luigi-Chérubin à La Plaine Saint-Denis (RER D arrêt Stade-de-France/Saint-Denis).

CINRAM Non au Pôle Emploi



Vendredi 13 avril, Louviers. Les salariés de la Cinram ont organisé une manifestation pour la défense de leurs emplois. (lire ci-dessus) (DR)

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®